



Assemblée générale

Distr. générale
17 décembre 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 146 de l'ordre du jour
Gestion des ressources humaines

Conditions de voyage en avion

Rapport du Secrétaire général*

Résumé

Le présent rapport sur les conditions de voyage en avion est soumis en application des résolutions [42/214](#), [45/248 A](#), [53/214](#), [63/268](#), [65/268](#), [67/254 A](#), [69/274 A](#), [71/272 B](#), [72/262 B](#) et [74/262](#) et des décisions 44/442 et 46/450 de l'Assemblée générale, ainsi que de la décision 57/589, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur la question tous les deux ans. On trouvera ci-après des renseignements sur les conditions de voyage en avion pour la période biennale terminée le 30 juin 2020 et, à des fins de comparaison, des statistiques pour la période biennale terminée le 30 juin 2018 et des analyses des tendances observées au fil des 10 dernières années.

En guise d'incitation à opter pour la formule du versement forfaitaire pour les voyages au titre du congé dans les foyers, qui présente le meilleur rapport coût-efficacité, le Secrétaire général propose de mettre fin dès à présent à la mesure provisoire actuellement applicable – et qui devait le demeurer encore quelque temps – au calcul du montant dudit versement. En outre, pour améliorer l'efficacité de la gestion des voyages au Secrétariat, le Secrétaire général propose d'instaurer un seuil unique déclenchant l'autorisation de voyager en classe affaires pour les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général.

* Dans le présent document, le masculin à valeur générique a parfois été utilisé à la seule fin d'alléger le texte : il renvoie aussi bien aux femmes qu'aux hommes.



I. Introduction

1. À l'ONU, les conditions de voyage en avion sont régies par une série de résolutions et de décisions de l'Assemblée générale, notamment les résolutions [42/214](#), [45/248 A](#), [53/214](#), [63/268](#), [65/268](#), [67/254 A](#), [69/274 A](#), [71/272 B](#), [72/262 B](#) et [74/262](#), et les décisions 44/442, 46/450 et 57/589. En vue de l'application des différentes dispositions des résolutions [67/254 A](#) et [72/262 B](#) concernant les conditions de voyage en avion, l'instruction administrative relative aux voyages autorisés ([ST/AI/2013/3](#), [ST/AI/2013/3/Amend.1](#), [ST/AI/2013/3/Amend.2](#), [ST/AI/2013/3/Amend.3](#)) a été promulguée.

2. Dans le système des Nations Unies, des dérogations aux règles régissant les conditions de voyage en avion sont prévues, y compris, mais non exclusivement, dans les cas suivants : hautes personnalités ; personnalités éminentes ; voyages jugés particulièrement fatigants ; raisons médicales justifiant un surclassement ; équipes de protection rapprochée accompagnant le Secrétaire général et la Vice-Secrétaire générale et leurs conjoints respectifs ; équipe de protection rapprochée de la présidence de l'Assemblée générale ; voyages pour lesquels il n'y a plus de place dans la classe normalement prévue et il semble raisonnable d'autoriser un surclassement.

3. En outre, le Secrétaire général analyse rigoureusement chaque demande de dérogation, en ne prenant en considération que celles qui relèvent des cas énoncés au paragraphe 2 ci-dessus, et en tenant compte de la nécessité de recourir à des personnalités éminentes – qui, pour la plupart, proposent leurs services à l'Organisation à titre gracieux – et de celle de préserver la capacité de mobilisation du Secrétariat.

4. En application de la résolution [72/262 B](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de continuer à restreindre l'octroi de dérogations et de renforcer les contrôles internes à cet égard, l'Administration a encore réduit le nombre des exceptions aux règles régissant les conditions de voyage en avion. Le nombre des demandes a lui-même diminué (1 204 pour la période écoulée entre juillet 2016 et juin 2018 contre 841 pour la période juillet 2018-juin 2020). Cette évolution s'explique peut-être en partie par la diminution du nombre des voyages en avion effectués entre mars et juin 2020, en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). On trouvera des analyses et explications détaillées concernant l'évolution à la hausse ou à la baisse du nombre de dérogations et des coûts supplémentaires y associés dans les sections II à IV du présent rapport.

5. La section V contient des statistiques sur les voyages à l'échelle du Secrétariat pour la période biennale terminée en juin 2020. Elle contient aussi des informations quant aux conclusions de l'examen par le Secrétariat de la procédure de passation des marchés de services de gestion des voyages en avion. Les restrictions nécessaires par la pandémie mondiale de COVID-19 au début de 2020 ont eu des conséquences notables sur le nombre des voyages effectués au cours du premier semestre de cette même année. Le présent rapport contient aussi des informations relatives au suivi des meilleures pratiques du secteur s'agissant des points de fidélité accordés par les compagnies aériennes et des évolutions observées quant à l'utilisation de ces points (sect. VI).

6. La section VII inclut des informations relatives au taux d'utilisation de la formule du versement forfaitaire. En vue d'améliorer encore l'efficacité et l'efficience de l'administration des voyages et d'encourager le recours à cette formule, le Secrétaire général propose de mettre fin à la mesure appliquée à titre provisoire au calcul du versement forfaitaire – dont le montant ne correspondrait plus à 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions, mais à 75 % de ce tarif, comme c'était auparavant le cas.

7. À la section VIII, dans le but d'améliorer l'efficacité et l'administration des voyages en avion, et conformément à la résolution 72/262 B, le Secrétaire général propose l'instauration d'un seuil unique déclenchant l'autorisation de voyager en classe affaires pour les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille remplissant les conditions requises), en remplacement du double seuil actuel.

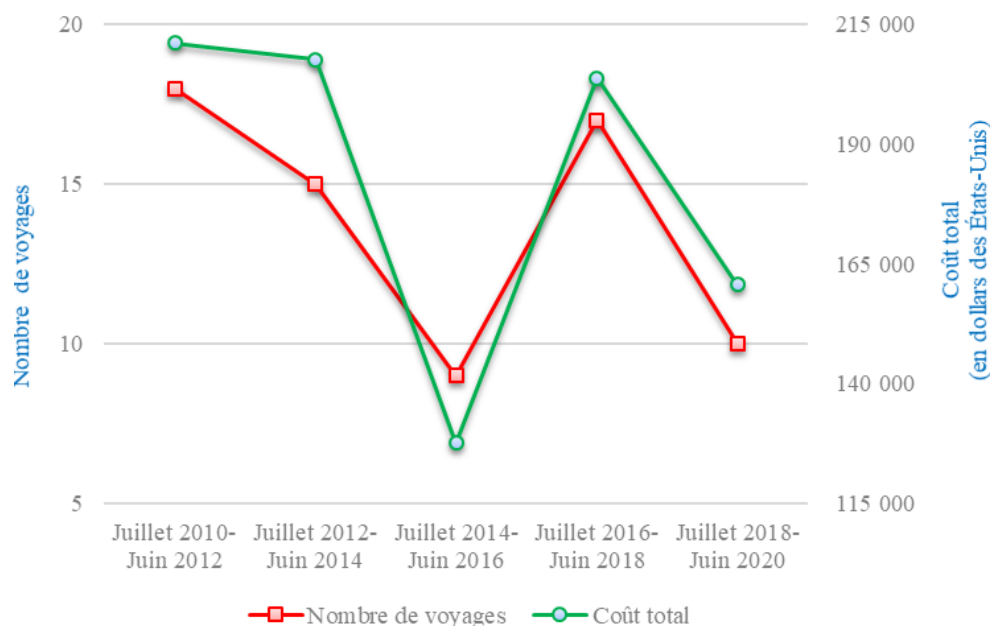
II. Délégations

8. Conformément aux dispositions des résolutions 42/214 et 74/262 de l'Assemblée générale, les chefs de délégation des pays les moins avancés ont le droit de voyager en première classe pour se rendre aux sessions ordinaires ou extraordinaires de l'Assemblée. Au cours de la période écoulée entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2020, 9 voyages en première classe et 1 voyage combinant première classe et classe affaires (pour un coût de 160 717 dollars) ont été autorisés, contre 17 (pour un coût de 203 900 dollars) au cours de la période écoulée entre le 1^{er} juillet 2016 et le 30 juin 2018.

9. Comme l'illustre la figure I, le nombre des voyages de chef de délégation aux sessions de l'Assemblée générale tout comme le coût total y afférent ont diminué entre la période juillet 2010-juin 2012 et la période juillet 2018-juin 2020, à l'exception de la période juillet 2016-juin 2018, au titre de laquelle on a constaté une augmentation des demandes d'autorisation de voyage présentées pour les chefs de délégation des pays les moins avancés.

Figure I

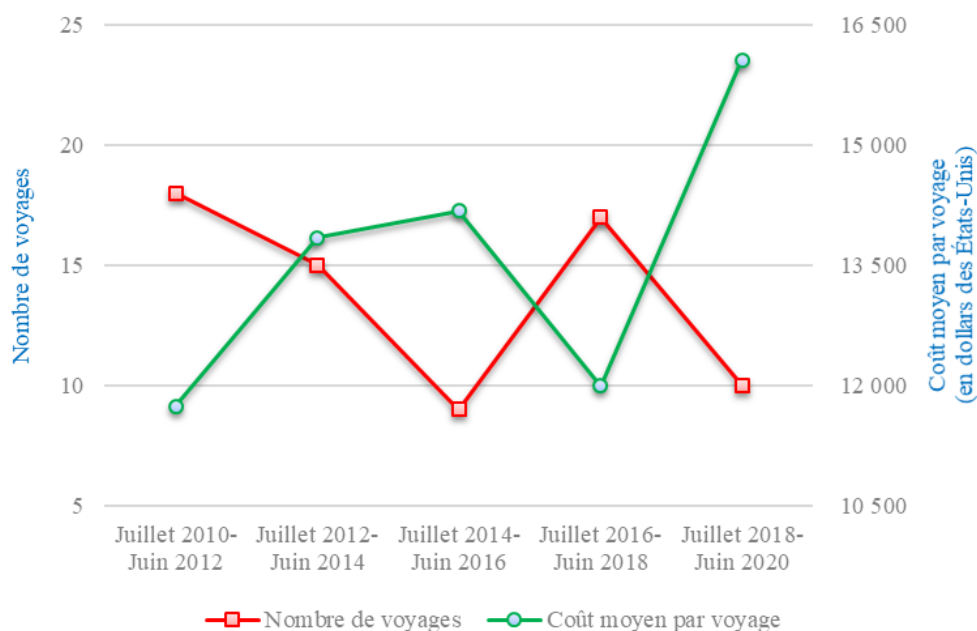
Voyages en première classe, ou combinant première classe et classe affaires (représentants se rendant aux sessions de l'Assemblée générale) : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût total)



10. Comme l'illustre la figure II, le coût moyen par voyage n'a cessé d'augmenter entre la période juillet 2010-juin 2012 et la période juillet 2018-juin 2020, à l'exception de la période juillet 2016-juin 2018, au titre de laquelle on a constaté une diminution de coût moyen, qui s'est alors établi à 11 994 dollars – avant de repartir à la hausse pour s'établir à 16 072 dollars au titre de la période juillet 2018-juin 2020. L'augmentation générale du coût moyen par voyage correspond à la tendance observée à l'échelle mondiale dans le secteur, à savoir le relèvement des tarifs des billets de première classe.

Figure II

Voyages en première classe, ou combinant première classe et classe affaires (représentants se rendant aux sessions de l'Assemblée générale) : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût moyen par voyage)



III. Présidence de l'Assemblée générale

11. Dans sa résolution 53/214, l'Assemblée générale a décidé que sa présidence serait pleinement habilitée à utiliser les crédits prévus au budget de son bureau, compte tenu du budget-programme approuvé, pour renforcer la capacité de celle-ci de s'acquitter efficacement et rationnellement de ses fonctions. Dans sa résolution 74/262, l'Assemblée a également décidé que son Président ou sa Présidente avait le droit de voyager en première classe. Au cours de la période écoulée entre juillet 2018 et juin 2020, un voyage a été effectué en première classe et trois, selon une combinaison de première classe et de classe affaires par les présidents successifs de l'Assemblée, pour un coût supplémentaire de 38 033 dollars, en comparaison de six voyages en première classe pour un coût supplémentaire de 47 641 dollars au cours de la période comprise entre juillet 2016 et juin 2018. On trouvera à l'annexe VI du présent rapport des renseignements détaillés sur les voyages en première classe et les voyages combinant première classe et classe affaires qui ont été autorisés par la présidence de l'Assemblée.

12. Le nombre des voyages en première classe, ou combinant première classe et classe affaires, effectués par le Président ou la Présidente de l'Assemblée générale qui ont été financés au moyen du budget ordinaire a diminué entre la période juillet 2010-juin 2012 et la période juillet 2018-juin 2020, à l'exception de la période juillet 2016-juin 2018. Au cours de la période juillet 2018-juin 2020, le coût supplémentaire par voyage a augmenté pour atteindre 9 508 dollars, contre 7 940 dollars au cours de la période juillet 2016-juin 2018. Cette évolution peut s'expliquer par l'augmentation générale du coût des voyages en première classe au cours de la période considérée (voir fig. III et IV).

Figure III

Voyages en première classe, ou combinant première classe et classe affaires (présidence de l'Assemblée générale) : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire total)

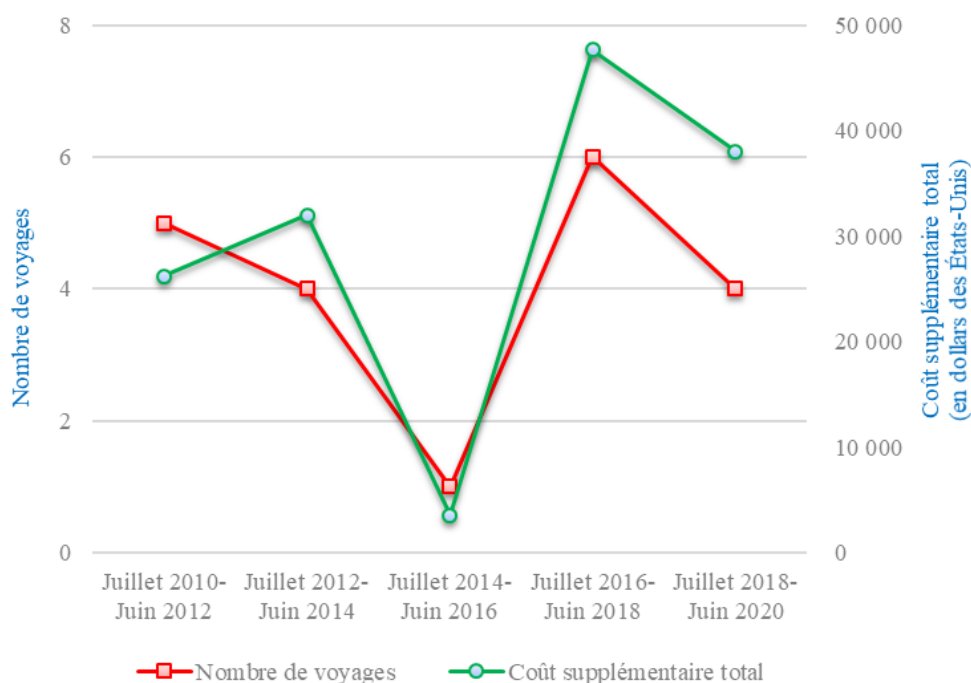
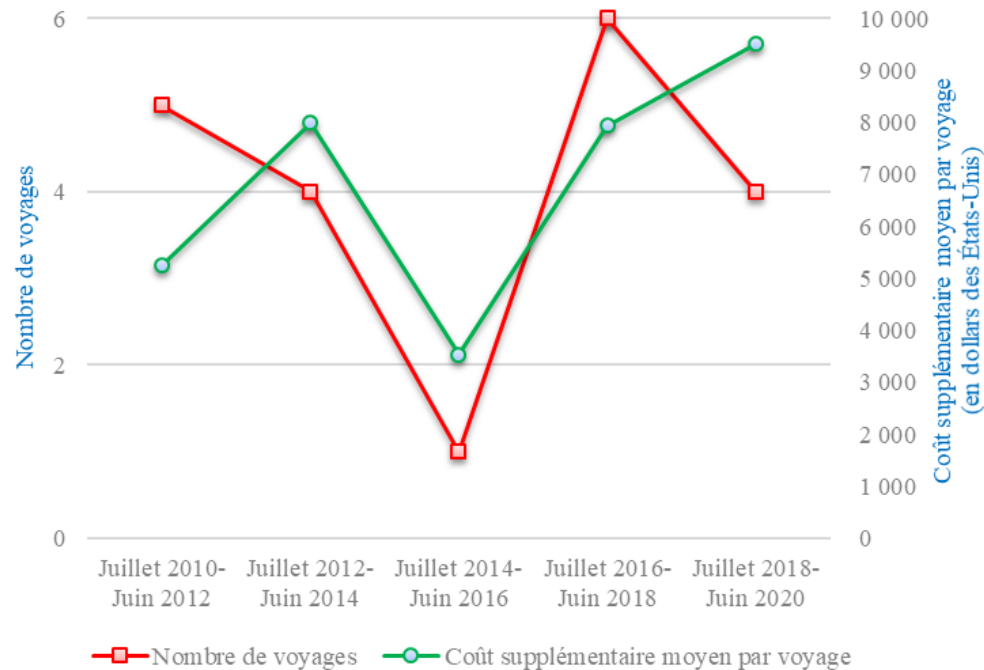


Figure IV

Voyages en première classe ou combinant première classe et classe affaires (présidence de l'Assemblée générale) : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire moyen par voyage)



IV. Dérogations accordées par le Secrétaire général

13. Dans sa résolution [42/214](#), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à déroger à la règle lorsqu'il jugerait bon de le faire, en autorisant au cas par cas des voyages en première classe. Dans sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée a décidé de ne plus autoriser les fonctionnaires des Nations Unies à voyager en première classe lors de déplacements officiels. Le Secrétaire général exerce son pouvoir discrétionnaire conformément au paragraphe 4.8 de l'instruction administrative [ST/AI/2013/3](#), telle que modifiée, s'il juge que des circonstances exceptionnelles commandent de déroger aux règles régissant les conditions de voyage en avion. Dans l'exercice de cette prérogative, le Secrétaire général tient compte, notamment, des considérations suivantes :

a) Une demande de surclassement pour raisons médicales ne peut être présentée que lorsqu'il y a lieu de penser qu'un voyage dans une classe inférieure aurait des répercussions directes et négatives sur la santé de la voyageuse ou du voyageur. Toute demande de ce type doit être soumise au préalable à la direction de la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail, accompagnée de pièces justificatives suffisantes pour convaincre le Secrétaire général qu'un surclassement permettrait d'éviter ce préjudice. L'âge ne justifie pas en soi l'octroi d'une dérogation ;

b) Les exigences du service font que l'intéressé(e) est tenu(e) de voyager à une date précise alors que l'avion est complet dans la classe normalement prévue. Il peut également arriver qu'aucun vol ne soit disponible pour assurer les conditions de voyage auxquelles l'intéressé(e) a normalement droit et que l'indemnité journalière de subsistance qu'il faudrait lui verser s'il lui fallait attendre le vol suivant dépasse le

coût supplémentaire occasionné par un voyage en classe supérieure. Il appartient au Secrétaire général de décider au cas par cas s'il s'agit là de « circonstances exceptionnelles » au sens de l'instruction administrative [ST/AI/2013/3](#) telle que modifiée ;

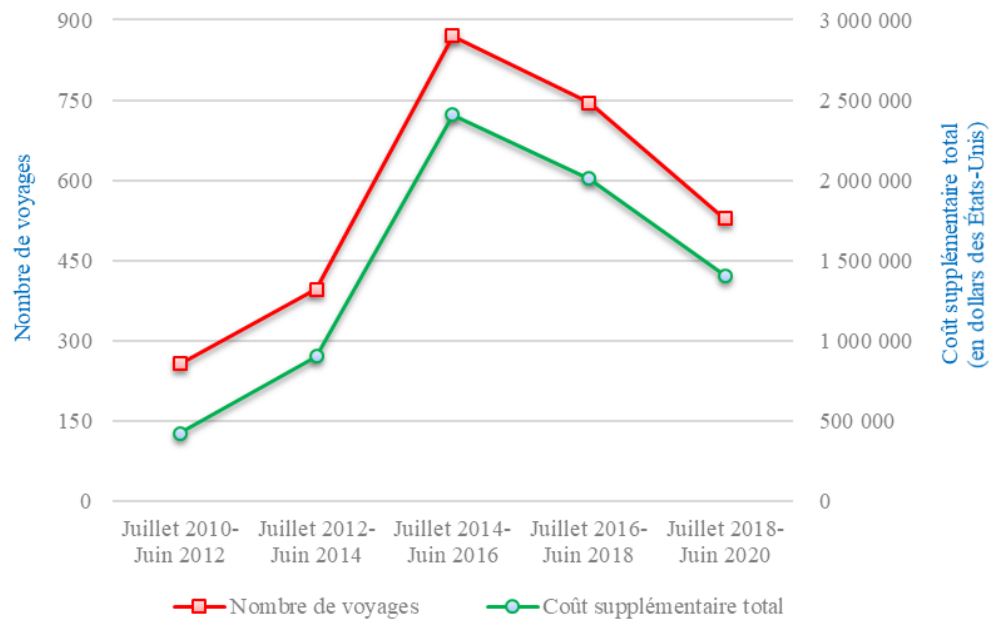
c) La personne qui voyage est une haute personnalité (elle a rang de chef d'État ou de gouvernement, qu'elle soit ou non encore en exercice) ;

d) La personne qui voyage est une personnalité éminente (elle a rang de ministre, qu'elle soit ou non encore en exercice, ou le Secrétaire général estime qu'il s'agit d'une personnalité de premier plan du monde politique ou économique, ou des milieux scientifique, humanitaire ou culturel) qui fournit des services à l'Organisation ;

e) Les exigences du service font que l'intéressé(e) doit, après une journée entière de travail, voyager de nuit pour reprendre ses activités ou participer à une réunion de haut niveau dès le lendemain matin ou dès son arrivée, auquel cas le voyage peut être considéré comme particulièrement fatigant. Il convient toutefois d'éviter ce genre de situation en planifiant les déplacements suffisamment à l'avance. Il appartient au Secrétaire général de décider au cas par cas s'il s'agit là de « circonstances exceptionnelles » au sens de l'instruction administrative [ST/AI/2013/3](#) telle que modifiée.

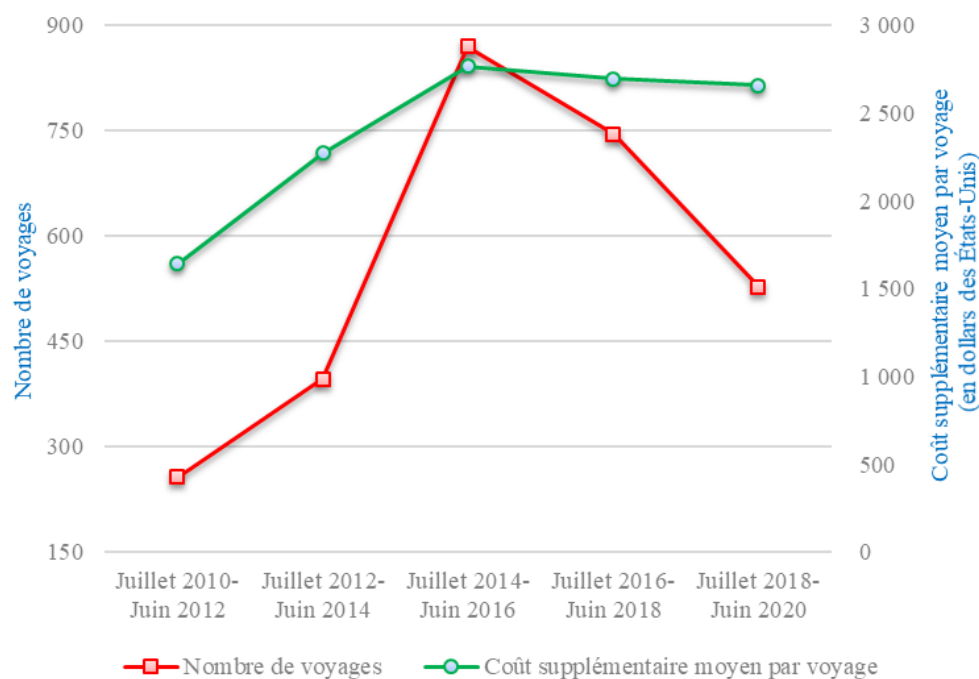
14. Comme l'illustre la figure V, en ce qui concerne le Secrétariat, le nombre de voyages effectués dans le cadre des dérogations accordées par le Secrétaire général et leur coût supplémentaire total ont diminué entre le 1^{er} juillet 2016 et le 30 juin 2020, l'Administration s'étant employée à limiter le nombre de dérogations accordées, notamment en appliquant des critères plus restrictifs pour que ce qui est des voyageuses et voyageurs relevant des catégories des hautes personnalités et des personnalités éminentes définies aux alinéas c) et d) du paragraphe 13 ci-dessus, conformément à la résolution [72/262 B](#) et à des résolutions antérieures de l'Assemblée générale, notamment la résolution [69/274 A](#). Cette évolution s'explique peut-être en partie par la diminution du nombre des voyages en avion effectués entre mars et juin 2020, en raison de la pandémie de COVID-19.

Figure V
Dérogations accordées pour le Secrétariat : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire total)



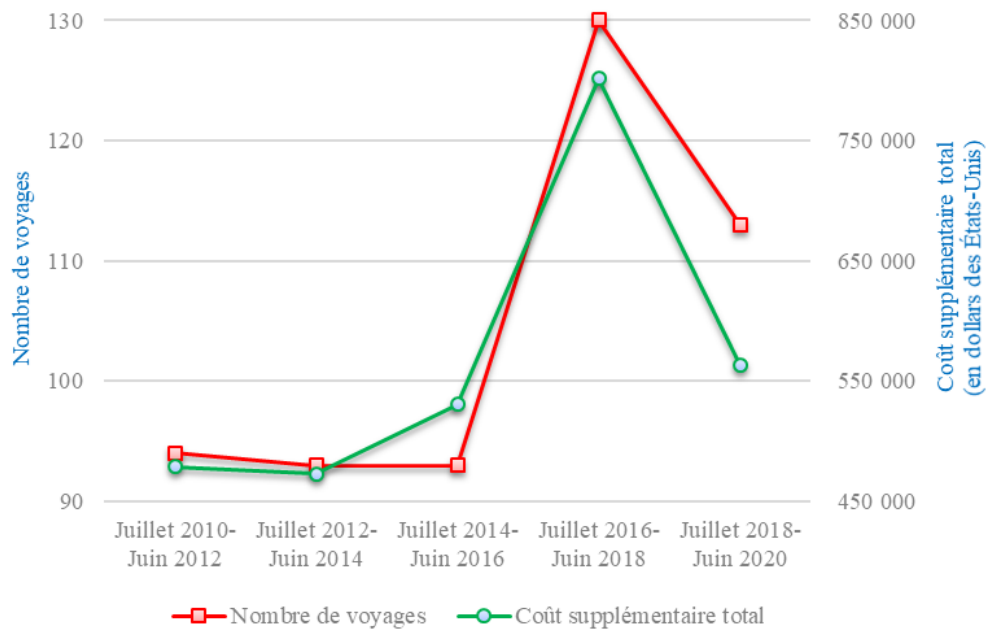
15. La figure VI montre que, pour ce qui est du Secrétariat, le coût supplémentaire moyen par voyage a diminué entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2020 pour s'établir à 2 658 dollars contre 2 696 dollars pour la période biennale précédente. Cette diminution peut s'expliquer, entre autres, par l'ensemble des mesures prises par l'Administration pour utiliser de manière optimale les ressources destinées aux voyages, notamment l'achat anticipé des billets et le choix de l'itinéraire le plus économique.

Figure VI
Dérégations accordées pour le Secrétariat : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire moyen par voyage)



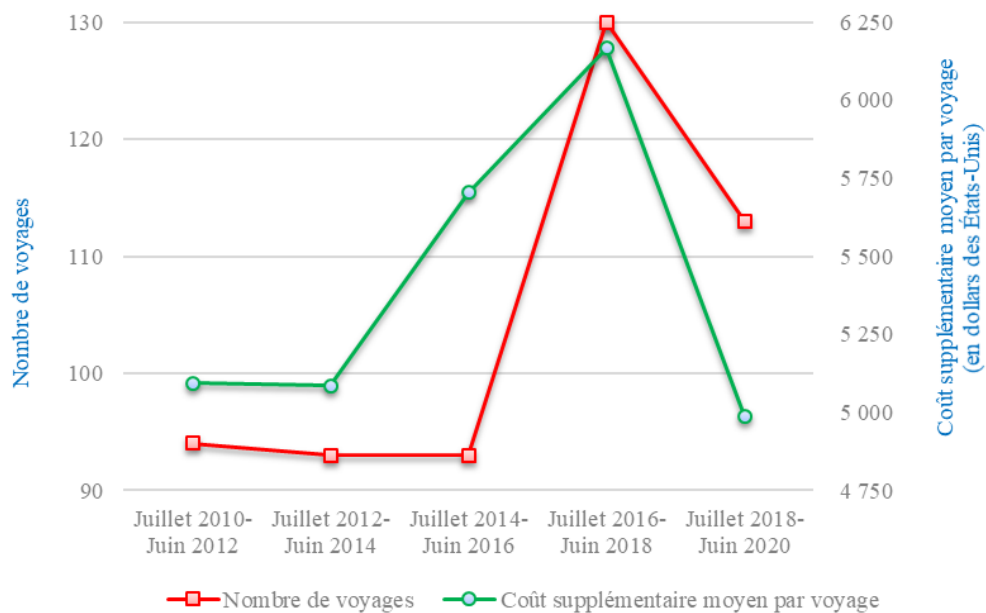
16. Des dérogations sont également accordées aux fonctionnaires du Département de la sûreté et de la sécurité affectés aux équipes de protection rapprochée du Président ou de la Présidente de l'Assemblée générale, du Secrétaire général ou de la Vice-Secrétaire générale et de leurs conjoints respectifs. Comme l'illustre la figure VII, au cours de la période écoulée entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2020, 113 voyages ont été effectués, pour un coût supplémentaire estimé à 563 648 dollars, contre 130 voyages, pour un coût supplémentaire estimé à 801 562 dollars, pour la période précédente.

Figure VII
Voyages des équipes de sécurité : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire total)



17. Comme l'illustre la figure VIII, le coût supplémentaire moyen par voyage du personnel des services de sécurité s'est établi à 4 988 dollars au titre de la période comprise entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2020, contre 6 166 dollars pour la période biennale précédente.

Figure VIII
Voyages des équipes de sécurité : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire moyen par voyage)



18. En application de la résolution 65/268 de l'Assemblée générale, le présent rapport contient des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées en ce qui concerne l'ONU et les entités du système des Nations Unies au cours de la période biennale terminée le 30 juin 2020 (tableau 1) et, à des fins de comparaison, des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées au cours de la période biennale terminée le 30 juin 2018 (tableau 2).

Tableau 1
Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020
(ONU et entités du système des Nations Unies)

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe/combinaison de plusieurs classes		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Haute personnalité	–	–	609	1 526 614	609	1 526 614	821 838	704 776
Raisons médicales	–	–	56	110 859	56	110 859	64 263	46 596
Personnalité éminente	–	–	28	87 929	28	87 929	44 688	43 241
Voyage particulièrement fatigant	–	–	18	55 688	18	55 688	27 658	28 030
Avion complet dans la classe normalement prévue	7	16 844	10	15 439	17	32 283	19 883	12 400
Sécurité	–	–	113	563 648	113	563 648	563 648	–
Total partiel	7	16 844	834	2 360 177	841	2 377 021	1 541 978	835 043
Voyages autorisés par la présidence de l'Assemblée générale	4	38 033	–	–	4	38 033	38 033	–
Total	11	54 877	834	2 360 177	845	2 415 054	1 580 011	835 043

Tableau 2
Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018
(ONU et entités du système des Nations Unies)

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe/combinaison de plusieurs classes		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Haute personnalité	1	9 190	843	2 351 201	844	2 360 391	810 431	1 549 960
Raisons médicales	–	–	115	237 763	115	237 763	158 961	78 802
Personnalité éminente	1	15 188	40	133 339	41	148 527	63 428	85 099

Motif de dérogation	Première classe/combinaison de plusieurs classes		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Voyage particulièrement fatigant	–	–	49	149 960	49	149 960	43 038	106 922
Avion complet dans la classe normalement prévue	3	2 805	22	7 890	25	10 695	7 665	3 030
Sécurité	31	242 983	99	558 579	130	801 562	801 562	–
Total partiel	36	270 166	1 168	3 438 732	1 204	3 708 898	1 885 085	1 823 813
Voyages autorisés par la présidence de l'Assemblée générale	6	47 641	–	–	6	47 641	47 641	–
Total	42	317 807	1 168	3 438 732	1 210	3 756 539	1 932 726	1 823 813

19. Des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées en ce qui concerne le Secrétariat au cours de la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020 sont présentées au tableau 3. Les annexes I à V contiennent des renseignements détaillés sur le nombre et la nature des dérogations accordées pendant la période considérée et sur les coûts supplémentaires qu'elles ont entraînés.

Tableau 3

Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe/combinaison de classes		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Haute personnalité	–	–	434	1 171 026	434	1 171 026	821 838	349 188
Raisons médicales	–	–	46	88 183	46	88 183	64 263	23 920
Personnalité éminente	–	–	23	72 435	23	72 435	44 688	27 747
Voyage particulièrement fatigant	–	–	16	52 472	16	52 472	27 658	24 814
Avion complet dans la classe normalement prévue	5	15 434	4	4 449	9	19 883	19 883	–
Sécurité	–	–	113	563 648	113	563 648	563 648	–
Total partiel	5	15 434	636	1 952 213	641	1 967 647	1 541 978	425 669

Motif de dérogation	Première classe/combinaison de classes		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Voyages autorisés par la présidence de l'Assemblée générale	4	38 033	–	–	4	38 033	38 033	–
Total	9	53 467	636	1 952 214	645	2 005 680	1 580 011	425 669

20. À des fins de comparaison, des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées en ce qui concerne le Secrétariat au cours de la période du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018 sont présentées au tableau 4.

Tableau 4

Dérogations accordées pendant la période du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018 en ce qui concerne le Secrétariat

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total		Ventilation des coûts supplémentaires	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Budget ordinaire	Autres
Haute personnalité	–	–	561	1 569 485	561	1 569 485	810 431	759 054
Raisons médicales	–	–	108	223 539	108	223 539	158 961	64 578
Personnalité éminente	–	–	32	107 079	32	107 079	63 428	43 651
Voyage particulièrement fatigant	–	–	28	99 032	28	99 032	43 038	55 994
Avion complet dans la classe normalement prévue	3	2 805	13	6 810	16	9 615	7 665	1 950
Sécurité	31	242 983	99	558 579	130	801 562	801 562	–
Total partiel	34	245 788	841	2 564 524	875	2 810 312	1 885 085	925 227
Voyages autorisés par la présidence de l'Assemblée générale	6	47 641	–	–	6	47 641	47 641	–
Total	40	293 429	841	2 564 524	881	2 857 953	1 932 726	925 227

21. Des données récapitulatives relatives aux dérogations accordées en ce qui concerne les entités du système des Nations Unies au cours de la période biennale terminée le 30 juin 2020 sont présentées au tableau 5, et un récapitulatif de celles qui l'ont été au cours de la période biennale terminée le 30 juin 2018 le sont au tableau 6. On trouvera aux annexes VII à XV des données détaillées sur les dérogations accordées pour la période considérée en ce qui concerne le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds

des Nations Unies pour la population, le Fonds d'équipement des Nations Unies, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux.

Tableau 5

Dérogations accordées pour les entités du système des Nations Unies pendant la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire
Haute personnalité	–	–	175	355 588	175	355 588
Raisons médicales	–	–	10	22 676	10	22 676
Personnalité éminente	–	–	5	15 494	5	15 494
Voyage particulièrement fatigant	–	–	2	3 216	2	3 216
Avion complet dans la classe normalement prévue	2	1 410	6	10 990	8	12 400
Total	2	1 410	198	407 964	200	409 374

Tableau 6

Dérogations accordées pour les entités du système des Nations Unies pendant la période du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2018

(En dollars des États-Unis)

Motif de dérogation	Première classe		Classe affaires		Total	
	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire	Nombre de voyages	Coût supplémentaire
Haute personnalité	1	9 190	282	781 716	283	790 906
Raisons médicales	–	–	7	14 224	7	14 224
Personnalité éminente	1	15 188	8	26 260	9	41 448
Voyage particulièrement fatigant	–	–	21	50 928	21	50 928
Avion complet dans la classe normalement prévue	–	–	9	1 080	9	1 080
Total	2	24 378	327	874 208	329	898 586

22. Les figures IX et X font apparaître que le nombre de voyages ayant fait l'objet d'une dérogation au titre des entités du système des Nations Unies pendant la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020 a diminué (200 contre 329 pour la période biennale précédente). Le coût supplémentaire total associé à ces voyages a diminué (409 374 dollars pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020 contre 898 586 dollars pour la période biennale précédente). Le coût supplémentaire moyen par voyage a également diminué (2 047 dollars pour la période du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020 contre 2 731 dollars pour la période biennale précédente).

Figure IX
Dérégations accordées pour les entités du système des Nations Unies : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire total)

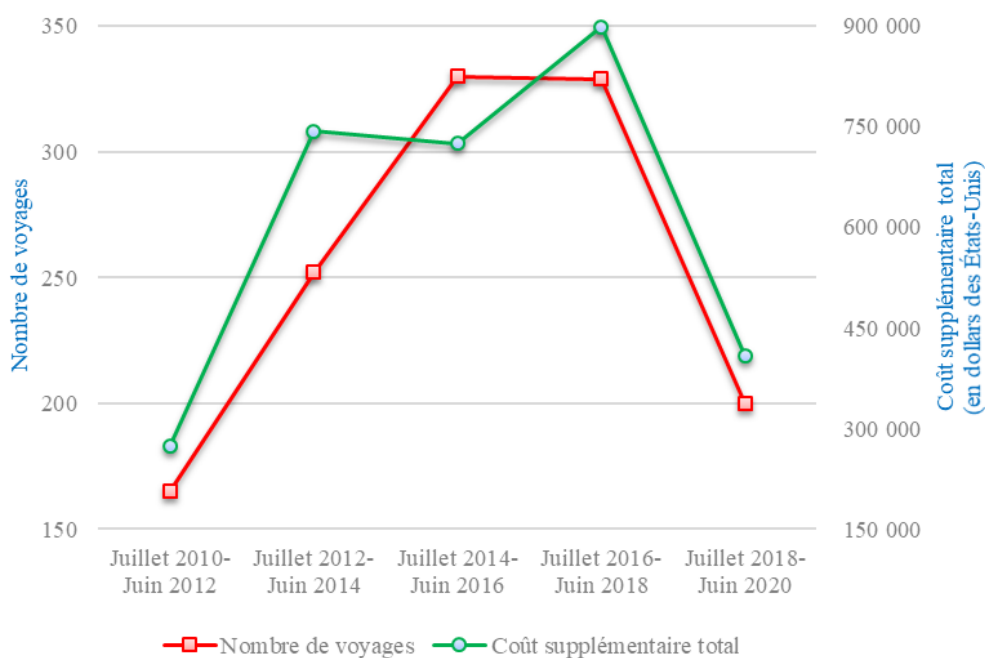
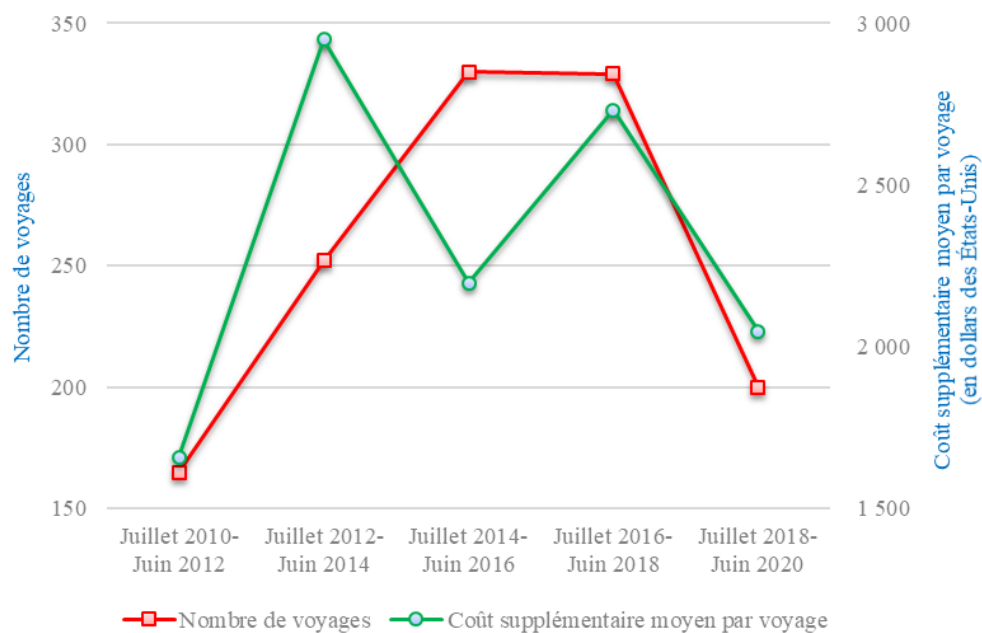


Figure X
Dérégations accordées pour les entités du système des Nations Unies : analyse de la tendance (nombre de voyages et coût supplémentaire moyen par voyage)



V. Informations actualisées sur les voyages en avion

23. Dans ses rapports précédents (A/71/741, A/71/741/Corr.1, A/72/716 et A/73/705), le Secrétaire général a présenté à l'Assemblée générale des informations actualisées, des tendances et des analyses sur les activités touchant les voyages en avion à l'échelle du Secrétariat.

24. Lesdites informations se fondaient sur les données du module voyages d'Umoja qui, extraites au moyen du module d'analyse décisionnelle, correspondaient aux différents types et catégories de voyage définis dans le progiciel de gestion intégré.

25. Comme indiqué dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/73/705, par. 25), le 15 juin 2018, la dernière catégorie de personnes voyageant pour le compte de l'ONU, à savoir le personnel déployé dans les missions de maintien de la paix qui n'est pas recruté sur le plan international (personnel recruté sur le plan local, agents en tenue, Volontaires des Nations Unies et vacataires, par exemple), a été intégrée au module voyages d'Umoja. Le présent rapport est donc le premier à rendre réellement compte des activités touchant les voyages de cette catégorie de personnes.

26. Le volume global des voyages en avion de ligne englobe désormais cette activité supplémentaire, puisque tous les membres du Secrétariat qui voyagent pour le compte de l'ONU sont soumis à une procédure de gestion unique dans le cadre d'un régime commun.

Volume, fréquence et objet des voyages

27. Le tableau 7 présente une vue d'ensemble du nombre de voyages en avion de ligne payés par l'ONU, selon les différentes catégories de voyage répertoriées dans Umoja.

Tableau 7

Volume des voyages en avion de ligne par catégorie répertoriée dans Umoja (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

(Nombre de voyages)

Type de voyage	Juillet-décembre 2018	Janvier-juin 2019	Juillet-décembre 2019	Janvier-juin 2020	Total
Voyages officiels	54 553	52 832	59 000	16 829	183 214
Voyages autorisés au titre des avantages du personnel	427	168	331	146	1 072
Voyages Ressources humaines	2 501	2 469	2 638	1 378	8 986
Voyages des membres du personnel en tenue	6 388	7 309	6 120	3 367	23 184
Total	63 869	62 778	68 089	21 720	216 456

28. Le volume total des voyages en avion a légèrement augmenté (3 %) au cours de la période considérée par rapport à la période précédente, en raison de la prise en compte des voyages du personnel déployé dans les missions qui n'est pas recruté sur le plan international, lesquels sont désormais traités dans Umoja. Toutefois, il apparaît clairement que les restrictions en matière de voyage imposées en raison de la pandémie de COVID-19 au début de 2020 ont eu de fortes incidences sur le volume des voyages au cours du premier semestre de 2020. Le nombre de voyages effectués entre janvier et juin 2020 a diminué au total d'environ 65 % par rapport à la même période en 2019.

Classe du billet d'avion

29. Le tableau 8 présente une vue d'ensemble, par classe, du nombre de voyages en avion de ligne payés par l'ONU.

Tableau 8

Volume des voyages en avion de ligne par classe (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

(Nombre de voyages)

Classe	Juillet-décembre 2018	Janvier-juin 2019	Juillet-décembre 2019	Janvier-juin 2020	Total	Pourcentage
Classe économique	56 983	54 761	60 856	19 106	191 706	89
Classe affaires	6 242	7 346	6 485	2 273	22 346	10
Première classe	3	4	5	3	15	–
Classes de service multiples (y compris les voyages en première classe)	11	6	8	4	29	–
Classes de service multiples (sauf les voyages en première classe)	630	661	735	334	2 360	1
Total	63 869	62 778	68 089	21 720	216 456	100

Déclassés à titre volontaire

30. La politique du Secrétariat en matière de voyages officiels comprend une disposition visant à encourager les déclassés à titre volontaire : le membre du personnel qui opte pour un déclassé bénéficie d'un siège en cabine économique premium ou d'un siège premium.

31. Au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020, le nombre total de demandes de voyage effectuées dans Umoja avec déclassé volontaire était de 3 145, soit 11,3 % de tous les voyages en avion de ligne payés par l'ONU. Afin de mieux rendre compte des économies afférentes aux déclassés volontaires, le Secrétariat a mis en service en août 2019 une version améliorée du module voyages d'Umoja, qui permet d'enregistrer la différence de coût réelle au moment de l'approbation du voyage par le bureau de traitement.

32. Les économies réalisées entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2020, calculées sur la base de la différence de coût réelle des billets enregistrés dans Umoja depuis la mise en service de la nouvelle version, sont ainsi estimées à 5 036 299 dollars.

Frais de voyage

33. Le tableau 9 présente les frais de voyage ventilés par catégorie répertoriée dans Umoja. Tous les modes de transport, y compris les avions autres que les avions de ligne, tels que ceux appartenant à l'ONU, le train ou encore les véhicules à moteur, sont pris en compte dans ces chiffres, lesquels sont extraits du module finances d'Umoja, qui ne contient pas de données relatives aux différents modes de transport utilisés et ne permet donc pas de dissocier les voyages effectués à bord des avions de ligne.

Tableau 9
Frais de voyage par catégorie répertoriée dans Umoja (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Type de voyage	Juillet-décembre 2018			Janvier-décembre 2019			Janvier-juin 2020		
	Billet	Autres frais	Total	Billet	Autres frais	Total	Billet	Autres frais	Total
Voyages officiels	72 200	86 086	158 286	146 861	173 278	320 138	23 747	30 245	53 993
Voyages autorisés au titre des avantages du personnel	968	23 726	24 693	1 084	38 353	39 437	282	5 038	5 320
Voyages Ressources humaines	5 824	1 103	6 926	10 564	1 906	12 469	3 315	725	4 041
Voyages des membres du personnel en tenue	5 798	323	6 121	12 754	862	13 616	3 063	261	3 324
Total	84 790	111 238	196 026	171 263	214 399	385 660	30 407	36 269	66 678

34. Les frais sont ventilés selon les rubriques « Billet » et « Autres frais ». Cette dernière rubrique englobe tous les frais autres que les billets, tels que l'indemnité journalière de subsistance et les faux frais au départ et à l'arrivée.

Application des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion

35. Le Secrétariat continue de s'employer à faire mieux appliquer les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion. Le précédent rapport du Secrétaire général (A/73/705, par. 32) mentionne la mise en place d'un tableau de bord de gestion en ligne offrant une présentation visuelle améliorée des statistiques relatives aux délais d'achat des billets. En outre, en vertu du dispositif de délégation des pouvoirs établi en janvier 2019, la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité a produit des rapports trimestriels sur les indicateurs clés de performance pour toutes les entités du Secrétariat, y compris un indicateur sur les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion. Ces différents outils ont permis aux entités du Secrétariat de surveiller et d'analyser leur respect desdites directives et de recenser les cas où celles-ci n'avaient pas été suivies.

36. Le tableau 10 présente une vue d'ensemble du nombre de voyages en avion de ligne payés par l'ONU, par catégorie, et montre dans quelle mesure les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion ont été appliquées. Il indique également combien de jours à l'avance en moyenne les demandes de voyage ont été déposées et le nombre moyen de jours écoulés jusqu'à leur approbation.

Tableau 10
Application des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion, par catégorie de voyage (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

Type de voyage	Délai moyen (jours) ^a					
	Nombre de voyages	Conformité (pourcentage)	Présentation de la demande	Partenaire ressources humaines	Agent certificateur	Bureau de traitement
Voyages officiels	183 214	37	16,4	s.o.	1,9	1,2
Voyages autorisés au titre des avantages du personnel	1 072	48	21,5	10,4	3,1	3,0

Type de voyage	Nombre de voyages	Conformité (pourcentage)	Présentation de la demande	Délai moyen (jours) ^a		
				Partenaire ressources humaines	Agent certificateur	Bureau de traitement
Voyages Ressources humaines	8 986	37	18,1	3,6	1,7	1,4
Voyages des membres du personnel en tenue	23 184	46	21,0	s.o.	1,6	4,6
Total (moyenne pondérée)	216 456	38	17,0	s.o.	1,9	1,4

Abréviation : s.o. = sans objet.

^a Tous les délais figurant à la rubrique « Total » sont pondérés par rapport au nombre de voyages effectués dans chaque catégorie. Cette méthode permet de tenir compte de la grande variabilité des volumes de voyage respectifs de chaque catégorie et de la différence de traitement des demandes relevant de la catégorie « voyages autorisés au titre des avantages du personnel » et de celles concernant les « voyages Ressources humaines », lesquelles nécessitent l'approbation du partenaire ressources humaines.

37. Dans l'ensemble, les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion ont été respectées pour 38 % des voyages, confirmant ainsi la tendance à la hausse de l'exercice précédent, au cours duquel le taux de conformité était de 33 %. Cette évolution positive tient aux mesures prises par le Secrétaire général qui, en tirant parti des données de suivi nouvellement disponibles, comme indiqué ci-dessus, et en améliorant le module voyages d'Umoja, ont permis de réduire les délais d'approbation par les agents certificateurs (responsables chargés d'approuver les voyages et les expéditions).

38. La quasi-cessation des voyages en raison des restrictions imposées pour endiguer la propagation de la pandémie de COVID-19 fait qu'il est très difficile d'effectuer des prévisions en matière de respect des directives. En effet, les demandes de voyage ont diminué de 65 % au premier semestre de 2020 par rapport à la même période de l'année précédente.

39. Tout en tenant compte des incidences de la pandémie de COVID-19 sur les statistiques relatives aux voyages, on observe une solide tendance positive en ce qui concerne la soumission des demandes de voyage (les demandes étant soumises plus tôt, 17 jours avant la date du départ en moyenne, contre 16,2 jours auparavant). L'objectif étant que toutes les demandes soient présentées par les fonctionnaires concernés ou les administrateurs des voyages 21 jours avant le départ, il existe encore des possibilités d'amélioration, étant donné en particulier que le délai moyen dans la catégorie « voyages officiels », qui pèse pour 85 % du volume total, est de 16,4 jours.

40. En ce qui concerne les différentes étapes d'approbation, le délai maximum de cinq jours pour l'ensemble des étapes n'est actuellement respecté que pour la catégorie « voyages officiels ». Il faut notamment réduire le temps de réaction des partenaires ressources humaines, étant donné que ce délai est de 3,6 jours dans la catégorie « voyages Ressources humaines » et de 10,4 jours dans la catégorie « voyages autorisés au titre des avantages du personnel », tandis que les bureaux de traitement affichent un délai moyen de 4,6 jours dans la catégorie « voyages des membres du personnel en tenue ».

41. Le tableau 11 présente, pour chaque catégorie de voyage, une liste des motifs qui ont été sélectionnés pour justifier la présentation tardive des demandes (moins de 21 jours avant la date de départ), au cours des deux ans compris entre le 1^{er} juillet 2018 et le 30 juin 2020.

Tableau 11
Motifs justifiant la présentation tardive des demandes, par catégorie de voyage
(1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

(En pourcentage)

<i>Motif du retard</i>	<i>Voyages officiels</i>	<i>Voyages autorisés au titre des avantages du personnel</i>	<i>Voyage Ressources humaines</i>	<i>Voyages des membres du personnel en tenue</i>	<i>Total</i>
Retards dans la procédure d'approbation	3	17	9	11	4
Modification sans incidence sur le coût du billet	–	–	–	–	–
Modification avec incidence sur le coût du billet	–	–	–	–	–
Confirmation tardive du voyageur	12	2	3	1	10
Exigences du service ou circonstances opérationnelles	4	9	14	53	9
Planification tardive de manifestations	28	11	21	15	26
Désignation tardive du voyageur	20	1	2	1	17
Autres motifs	23	37	27	9	22
Motif lié à la pandémie de COVID-19	–	17	1	–	–
Problème de budget ou de financement du voyage	6	3	3	2	5
Retard dans la délivrance du visa ou des documents de voyage	4	2	19	8	5

42. Les trois principaux motifs invoqués en cas de non-respect des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion étaient toujours les retards dans la planification de manifestations (26 %), la désignation tardive du voyageur (17 %) et les « autres motifs » (22 %).

43. En ce qui concerne la planification tardive de manifestations et la désignation tardive du voyageur, une prise de conscience accrue de l'importance de l'application des directives susmentionnées ainsi que l'existence d'outils d'analyse permettant d'optimiser la performance devraient contribuer à renforcer le respect des directives. Le Secrétariat continue de compter sur la diligence de ses partenaires lors de la planification des manifestations extérieures, afin de permettre à l'Organisation de réduire autant que possible ses frais de voyage.

44. La catégorie « autres motifs » n'étant pas toujours sélectionnée à bon escient, une analyse des données enregistrées dans cette catégorie a été réalisée, comme indiqué dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/73/705, par. 43). Cette analyse a permis de conclure que de nombreuses entrées avaient davantage leur place dans l'une des autres catégories présentées dans le tableau 11. Afin d'éviter que la catégorie « autres motifs » soit sélectionnée à tort, en avril 2019, la Section des voyages et des transports du Département de l'appui opérationnel a ajouté dans le module voyages d'Umoja une fenêtre pop-up dans laquelle le voyageur est prié de confirmer que la justification fournie ne relève pas de l'un des motifs de retard standard.

Utilisation de nouveaux moyens d'exécution des tâches prescrites

45. Dans sa résolution 72/262 B, l'Assemblée générale a prié à nouveau le Secrétaire général de tenir les gestionnaires responsables de la bonne utilisation des ressources destinées aux voyages, qu'ils favoriseraient en particulier en insistant sur l'utilisation de nouveaux moyens de communication et de représentation.

46. Le tableau 12 présente une vue d'ensemble du nombre de visioconférences organisées au Siège par la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence au cours des cinq dernières années. L'utilisation de la visioconférence s'est maintenue à des niveaux similaires de 2015 à 2018 mais a doublé en 2019, traduisant une utilisation accrue de cet outil.

Tableau 12

Utilisation de la visioconférence par la Section de l'appui aux services de radiotélédiffusion et aux services de conférence (2015-2019)

(Nombre de visioconférences)

2015	2016	2017	2018	2019
4 219	4 645	4 385	4 074	9 506

47. Outre la visioconférence, l'Organisation se sert de technologies telles que les plateformes de communication électronique (Microsoft Teams et Skype for Business), qui sont désormais largement utilisées dans le monde entier et peuvent remplacer les voyages dans certains cas. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, ces plateformes sont devenues le principal moyen de communication au sein de l'Organisation à l'échelle mondiale.

Passation des marchés de services de gestion des voyages en avion

48. Le Secrétariat s'est orienté vers une stratégie de gestion par catégorie pour la passation de marchés de services de gestion des voyages en avion, dans le cadre de laquelle il a examiné en détail les meilleures pratiques du marché et du secteur et étudié les moyens par lesquels il pouvait adapter ses méthodes pour garantir un meilleur rapport qualité-prix et une plus grande cohérence. Il en a été conclu que l'ONU devrait adopter une approche régionale de l'approvisionnement qui tienne compte des possibilités d'obtenir des rabais et des arrangements favorables au niveau local, tout en essayant de réaliser des économies d'échelle au niveau régional. Une telle approche permettrait de s'adapter aux conditions et aux variations du marché local tout en garantissant que les volumes soient suffisamment importants pour bénéficier de meilleurs tarifs de la part des sociétés de gestion des voyages et en améliorant les possibilités de négocier des rabais de la part des compagnies aériennes. En outre, dans le cadre d'une gestion par catégories, il est proposé d'adopter dans l'ensemble du Secrétariat une approche standardisée concernant la définition des services, afin de garantir des niveaux de prestation de services comparables, quel que soit le lieu d'affectation. À cette fin, un cahier des charges a été élaboré pour s'assurer que les processus de passation de marchés sont conformes aux principes de l'ONU en la matière, à savoir : a) rapport qualité-prix optimal ; b) équité, intégrité et transparence ; c) mise en concurrence internationale effective ; d) intérêt de l'Organisation.

VI. Utilisation des points de fidélité pour les voyages

49. Au paragraphe 8 de la section I de sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à suivre les pratiques de référence relatives aux points de fidélité accordés par les compagnies aériennes et de lui rendre compte de toute évolution quant à l'utilisation de ces points qui permettrait d'améliorer l'administration des voyages.

50. Il convient également de mentionner les documents antérieurs sur ce sujet, en particulier l'étude détaillée réalisée en 2012 par un consultant indépendant spécialiste des voyages ([A/66/676](#), sect. IV) et l'analyse comparative effectuée sur la base de données récentes du secteur ([A/71/741](#), [A/71/741/Corr.1](#), sect. V et [A/73/705](#), sect. VI).

51. Afin de rendre compte à l'Assemblée générale des dernières tendances en ce qui concerne les points de fidélité pour les voyages, le Secrétariat a recueilli au mois d'août 2020 des informations à ce sujet auprès des membres de deux réseaux de professionnels du voyage avec lesquels il mène des activités d'analyse comparative de la gestion des voyages¹.

52. L'analyse comparative la plus récente confirme à nouveau les conclusions de l'analyse précédente, à savoir que la gestion d'un système de points de fidélité est trop onéreuse, les avantages d'un tel système ne justifiant pas les coûts de son administration. Les organisations des secteurs privé et public de taille comparable à celle du Secrétariat continuent de préférer aux programmes de points de fidélité les remises consenties d'office sur les prix des billets en vertu d'accords négociés avec les compagnies aériennes.

53. Conformément aux précédentes recommandations en la matière, le Secrétariat de l'ONU continue de privilégier, au lieu des points de fidélité, la négociation de tarifs préférentiels avec les compagnies aériennes en vue d'obtenir de meilleures réductions tarifaires. Le Siège de l'Organisation bénéficie actuellement de 47 accords de remise sur le prix des billets d'avion, dont 11 accords mondiaux applicables à l'ensemble des services du Secrétariat et aux organismes affiliés. Au cours de la période de deux ans

¹ Le Secrétariat continue de se tenir au fait des pratiques de référence dans tous les aspects des voyages, notamment en participant à deux réseaux de spécialistes de la gestion des voyages : le Réseau interinstitutions Voyages et le Réseau d'analyse comparative des services de voyage. Le Réseau interinstitutions Voyages est un groupe de travail technique composé de responsables des voyages issus de 75 organisations internationales, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque interaméricaine de développement, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation de l'aviation civile internationale, la Cour pénale internationale, le Fonds international de développement agricole, l'Organisation internationale du Travail, le Fonds monétaire international, l'Organisation internationale de police criminelle, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, la Banque mondiale et le Secrétariat de l'ONU. Le Réseau d'analyse comparative des services de voyage est une association professionnelle qui rassemble des responsables des voyages issus de 15 entités (œuvrant presque toutes dans le secteur privé), à savoir ABB, Allstate, Boeing, Dell, Johnson & Johnson, Merck, Microsoft, RELX, Siemens, United Technologies Corporation, Dow, Honeywell, Rio Tinto, la Banque mondiale et le Secrétariat de l'ONU.

considérée dans le présent rapport, ces accords ont permis au Siège de réaliser des économies s'élevant à plus de 13,6 millions de dollars.

VII. Formule du versement forfaitaire

54. Dans sa résolution [67/254 A](#), l'Assemblée générale a décidé qu'à titre provisoire, le Secrétaire général réviserait la disposition relative au calcul de la somme forfaitaire, dont le montant représenterait désormais 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions, et prié le Secrétaire général d'analyser les incidences de l'application de la disposition révisée et de faire de nouvelles propositions. Depuis, une analyse des incidences de cette mesure provisoire est incluse dans les rapports du Secrétaire général ([A/69/643](#), [A/69/643/Corr.1](#), [A/71/741](#), [A/71/741/Corr.1](#), [A/72/716](#) et [A/73/705](#)).

55. Les résultats préliminaires fondés sur les données relatives aux voyages recueillies dans Umoja, après sa mise en service, pour la période allant de janvier à août 2016, ont été inclus dans le rapport du Secrétaire général ([A/71/741](#), par. 86). Il en est ressorti que le taux d'acceptation de la formule du versement forfaitaire avait diminué, passant de 93 %, selon le chiffre indiqué dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/69/787](#), par. 21), à 74 % à la suite de l'application de la mesure provisoire, le 12 août 2013. Cette baisse résultait de deux facteurs principaux : a) la réduction du pourcentage appliqué au calcul du montant de la somme forfaitaire, lequel a été ramené de 75 % à 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions, rendant ainsi la formule moins avantageuse ; b) la suppression du droit à des délais de route pour les fonctionnaires qui optent pour le versement forfaitaire.

56. Le précédent rapport du Secrétaire général rendait compte d'une analyse des données relatives aux congés dans les foyers recueillies dans Umoja pour la période allant de juillet 2016 à juin 2018 ([A/73/705](#), par. 61). Sur la base de données couvrant l'intégralité du cycle du congé dans les foyers (deux ans), il a été déterminé que 78 % des fonctionnaires avaient choisi le versement forfaitaire.

57. Le présent rapport comprend une analyse des données relatives aux congés dans les foyers recueillies dans Umoja pour la période allant de juillet 2018 à juin 2020. Sur la base des données couvrant l'intégralité du cycle du congé dans les foyers (deux ans), il a été établi que 89 % du personnel avaient choisi le versement forfaitaire, soit une augmentation de 11 points de pourcentage par rapport à la période précédente. Si le choix du versement forfaitaire a augmenté depuis le rétablissement des délais de route le 1^{er} mai 2018, il demeure à un niveau inférieur à celui d'avant la mise en œuvre de la mesure provisoire. Il convient également de noter que le choix du versement forfaitaire a diminué de 7,4 points de pourcentage au cours du deuxième trimestre 2020, par rapport à la même période en 2019, et est inférieur de 7,2 points de pourcentage au niveau enregistré sur l'ensemble de la période allant de juillet 2018 à juin 2020. La pandémie de COVID-19 et les perturbations qu'elle a entraînées dans le secteur du transport ont sans doute joué dans la décision des fonctionnaires d'opter pour un billet acheté par l'Organisation au lieu du versement forfaitaire.

58. Une nouvelle analyse a été entreprise pour déterminer l'incidence du rétablissement des délais de route à l'occasion du congé dans les foyers. Les données relatives aux voyages pour la période allant de janvier 2018 à juin 2020 – période qui a donc commencé avant la date d'entrée en vigueur du changement et s'est terminée après cette date – ont été comparées. Entre janvier et avril 2018, soit avant le rétablissement des délais de route, 77,8 % des fonctionnaires partant en congé dans les foyers ont choisi le versement forfaitaire. En revanche, entre mai et août 2018, 90 % des fonctionnaires ont opté pour le versement forfaitaire ; ils étaient 90,4 % au

cours de la période allant de mai 2018 à juin 2020. On peut donc en déduire que l'augmentation du recours au versement forfaitaire tient principalement au rétablissement des délais de route dans le cadre de cette formule, lequel a fourni aux fonctionnaires une nouvelle incitation à recourir au versement forfaitaire lors de l'exercice de leur droit au congé dans les foyers.

59. Il ressort de l'examen des politiques internes des autres organisations appliquant le régime commun des Nations Unies en matière de voyages à l'occasion du congé dans les foyers, mentionné dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/73/705, par. 63) et mené en août 2020 en coopération avec le Réseau ressources humaines du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, que :

a) Seules deux organisations ne proposaient pas de versement forfaitaire ;

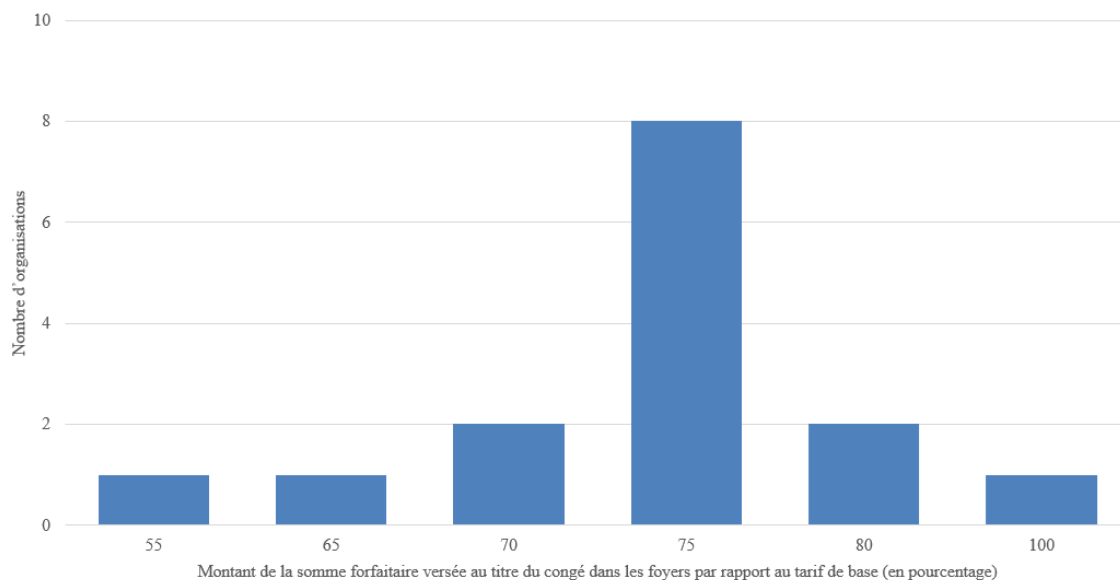
b) Le tarif de base appliqué au calcul du montant de la somme forfaitaire variait en fonction des organisations. Toutefois, la grande majorité d'entre elles ont indiqué qu'elles utilisaient soit le tarif économique sans restriction ou comportant le moins de restrictions, soit le plein tarif en classe économique.

60. Trois organisations ont développé un nouveau modèle qui consiste à calculer les montants forfaitaires sur une base annuelle et à fixer ces montants pour l'année suivante, tandis que la majorité des organisations calculent le montant forfaitaire pour chaque demande de voyage.

61. La grande majorité des organisations appliquant le régime commun se fondent sur le tarif économique comportant le moins de restrictions pour calculer le montant de la somme forfaitaire, tout comme le fait actuellement le Secrétariat.

62. Pour ce qui est du pourcentage du tarif de base que les organisations ont déclaré utiliser pour calculer le montant de la somme forfaitaire, la figure XI donne un aperçu des pourcentages appliqués par les 15 organisations qui proposaient à la fois la formule du versement forfaitaire et l'option de la prise en charge des frais de voyage effectifs (prix du billet, faux frais au départ et à l'arrivée, frais encourus au titre de l'enregistrement des bagages, etc.).

Figure XI
Pourcentages utilisés par des organisations appliquant le régime commun pour calculer le montant de la somme forfaitaire versée au titre du congé dans les foyers



63. Des données ont été recueillies auprès de 19 organisations appliquant le régime commun sur le versement forfaitaire qu'elles proposent au titre du congé dans les foyers : 2 organisations ne proposaient pas de versement forfaitaire au titre du congé dans les foyers et payaient seulement les frais de voyage effectifs, 2 organisations ne proposaient que le versement forfaitaire, et 15 organisations donnaient aux fonctionnaires la possibilité de choisir entre la formule du versement forfaitaire et le paiement des frais de voyage effectifs. Les 17 organisations offrant l'option d'un versement forfaitaire ont toutes communiqué des informations sur le pourcentage du prix du billet d'avion qu'elles appliquaient pour calculer le montant de la somme forfaitaire. Certaines ont également indiqué les taux d'acceptation de la formule du versement forfaitaire. Ainsi :

a) Quatre organisations ont fait état d'un taux d'acceptation moyen de 97,5 % au cours de la période allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2020 ;

b) Deux organisations ont enregistré un taux d'acceptation moyen de 68 % entre 2018 et 2020 ;

c) Trois organisations ont communiqué des données portant sur les périodes ayant précédé et ayant suivi l'apparition de la pandémie de COVID-19, qui ont montré une diminution du taux d'acceptation du versement forfaitaire (passé d'une moyenne de 80,3 % avant le début de la pandémie à 56,7 % après l'apparition de la pandémie).

64. Toutes les organisations qui proposaient un versement forfaitaire au titre des voyages de congé dans les foyers, excepté une, ont indiqué qu'elles offraient également des jours de délai de route aux fonctionnaires qui choisissaient cette formule. Le nombre maximal de jours de délai de route variait selon les organisations, allant parfois jusqu'à quatre jours, contre deux au Secrétariat. À cet égard, la levée en mai 2018 d'une partie de la mesure provisoire concernant la suppression des délais de route liés à la formule du versement forfaitaire a permis d'aligner de nouveau la politique du Secrétariat sur celles des autres organisations appliquant le régime commun.

65. Comme indiqué dans les précédents rapports du Secrétaire général, la formule du versement forfaitaire a permis une réduction moyenne des coûts de 21 % par voyageur par rapport au coût total de l'option de la prise en charge des frais de voyage effectifs. Cette formule présentait aussi l'avantage de réduire les dépenses d'administration car elle ne nécessitait pas l'intervention d'une agence de voyages externe. Depuis l'adoption de la mesure provisoire en 2013, son taux d'acceptation est demeuré en dessous des 93 % enregistrés avant cette année-là. Cependant, le rétablissement du droit à des délais de route semble avoir eu une incidence positive sur les taux d'acceptation de cette formule.

66. Afin d'assurer une gestion des voyages encore plus efficiente et efficace au Secrétariat et de promouvoir le recours à la formule du versement forfaitaire, le Secrétaire général propose de mettre fin à la mesure provisoire consistant à fixer le montant forfaitaire à 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions et de revenir à un taux de 75 %, pour les raisons suivantes :

a) La formule du versement forfaitaire est économique, comme expliqué au paragraphe 65 ci-dessus ;

b) Le taux d'acceptation du versement forfaitaire reste inférieur à son niveau d'avant la mise en œuvre de la mesure provisoire il y a sept ans ;

c) Le pourcentage actuellement appliqué pour calculer le montant de la somme forfaitaire (70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions) est inférieur à celui utilisé par les autres organisations appliquant le régime commun des Nations Unies (voir fig. XI) ;

d) Le rétablissement d'un taux de 75 % contribuerait donc à l'harmonisation du versement des prestations et indemnités définies par la Commission de la fonction publique internationale.

VIII. Application d'un seuil unique pour déterminer quand les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) sont autorisés à voyager en classe affaires

67. Dans sa résolution [72/262 B](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faire figurer, dans le rapport qu'il lui présenterait à sa soixante-treizième session, une analyse et des recommandations concernant l'application d'un seuil unique qui permettrait de déterminer quand les fonctionnaires dont le rang est inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) sont autorisés à voyager en classe affaires, de sorte que l'on puisse tirer le meilleur parti, autant que faire se peut, des ressources limitées consacrées aux voyages. En réponse à cette demande, dans son précédent rapport ([A/73/705](#)), le Secrétaire général a présenté une proposition détaillée visant à remplacer le double seuil actuellement en vigueur et, ainsi, à simplifier un aspect essentiel de la politique en matière de voyages officiels, ce qui permettrait au Secrétariat d'administrer les voyages avec plus d'efficacité et pourrait favoriser l'utilisation des outils de réservation en ligne.

68. Les principales difficultés liées à l'application de la politique en vigueur en matière de voyages, exposées dans les précédents rapports du Secrétaire général ([A/72/716](#), sect. III et [A/73/705](#), sect. VIII), réduisent l'efficacité de l'administration des voyages et limitent les possibilités de simplification et d'automatisation. Citons notamment les obstacles qu'elles posent à une plus grande utilisation des outils de réservation en ligne, qui sont devenus la norme dans le secteur des voyages pour répondre aux besoins des clients.

69. En particulier, l'application du double seuil actuellement en vigueur (9 heures pour les vols directs et 11 heures pour les vols avec escale, avec 2 heures au maximum pour les correspondances) pour déterminer les conditions de voyage demande beaucoup de travail dans la mesure où ces paramètres ne peuvent être introduits dans les systèmes de réservation de billets d'avion ni dans les outils de réservation en ligne, obligeant les groupes des voyages et les agences de voyages sous contrat à intervenir manuellement sur les données pour réserver des vols, alors que celles-ci sont normalement immédiatement disponibles.

70. Pour améliorer l'efficacité de la procédure de traitement des voyages grâce à un recours accru aux outils de réservation en ligne, il faut donc simplifier la politique relative aux voyages en remplaçant le double seuil actuellement appliqué et l'imposition d'une durée maximale de deux heures pour les correspondances par un modèle de seuil unique.

Portée de la proposition

71. L'annexe XVI contient un récapitulatif des conditions de voyage prévues par l'Organisation selon la catégorie de voyage et de voyage.

72. Les difficultés susmentionnées, ainsi que la proposition tendant à appliquer un seuil unique présentée ci-après, concernent uniquement les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) qui effectuent des voyages officiels (à quelques exceptions près) ou des voyages liés aux ressources humaines (nomination, affectation, cessation de service, etc.).

73. La proposition ne s'applique pas aux fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (ni aux membres de leur famille) qui effectuent soit des voyages officiels au titre d'une formation ou d'une évacuation pour raisons de sécurité ou à des fins médicales, soit des voyages autorisés au titre des avantages du personnel (congé dans les foyers, visite familiale, etc.). Ces types de voyages s'effectuent toujours en classe économique, quelle que soit la durée du vol.

74. La proposition ne s'applique pas non plus aux déplacements effectués par des personnes voyageant pour le compte de l'Organisation sans avoir qualité de fonctionnaires, qui voyagent également en classe économique, quelle que soit la durée du vol (à l'exception des voyages effectués par les membres des organes, organes subsidiaires, comités, conseils et commissions de l'Organisation des Nations Unies).

75. Enfin, la proposition ne s'applique pas aux voyages du Secrétaire général et du Président de l'Assemblée générale, lesquels s'effectuent en première classe, quelle que soit la durée du vol, ni à ceux de la Vice-Secrétaire générale, des secrétaires généraux adjoints et des sous-secrétaires généraux (et des membres de leur famille), qui se font en classe affaires, quelle que soit la durée du vol.

76. Actuellement, les voyages officiels (hormis quelques exceptions) des fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et des membres de leur famille) et les déplacements liés aux ressources humaines ne se font en classe affaires que si la durée du voyage, calculée en additionnant la durée réelle du vol et la durée réelle de l'escale (cette dernière étant plafonnée à 2 heures au maximum), est supérieure au double seuil (9 heures pour les vols directs et 11 heures pour les vols avec escale). Autrement, ces voyages sont effectués en classe économique.

77. Les voyages auxquels s'applique le système du double seuil actuellement en vigueur, y compris les voyages en classe affaires et les voyages en classe économique, représentent environ 29 % du nombre total de voyages, la classe économique demeurant l'option qui est le plus souvent retenue lors de l'achat de billets d'avion par l'Organisation. Comme le montre le tableau 8, la classe affaires ne représentait

que 10 % du nombre total des voyages effectués sur des avions de ligne pendant la période allant de juillet 2018 à juin 2020.

Proposition

78. Compte tenu de la portée de cette proposition, il est suggéré d'appliquer un seuil unique, fondé sur la durée totale du voyage, pour déterminer quand les fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de leur famille) qui sont en voyage officiel (à l'exception notamment des voyages effectués au titre d'une formation ou d'une évacuation pour raisons de sécurité, ou à des fins médicales) ou en déplacement lié aux ressources humaines doivent voyager en classe affaires.

79. Le seuil unique viendrait remplacer le double seuil de 9 heures pour les vols directs et de 11 heures pour les vols avec escale. Ainsi, lorsque la durée du trajet (direct ou avec escale) serait inférieure à ce seuil unique, le voyage (s'il répond aux critères énoncés ci-dessus) serait effectué en classe économique ; lorsqu'elle serait supérieure au seuil, le voyage serait effectué en classe affaires.

80. Dans le cadre de l'application du seuil unique proposé, la définition de la durée du voyage serait également modifiée, ce qui représente une amélioration par rapport à la proposition présentée dans le précédent rapport du Secrétaire général (A/73/705, par. 80 à 85). Ainsi, il est proposé que la durée de vol totale soit calculée en additionnant la durée de chaque vol jusqu'à la destination finale, sur la base du plan d'organisation des vols publié dans le système mondial de distribution au moment de la réservation des billets. La durée des escales et des correspondances ne serait pas prise en compte dans le calcul, pas plus que le temps de trajet à destination et en provenance des aéroports de départ et d'arrivée.

81. Cette proposition permet d'assurer la compatibilité de la politique avec les outils de réservation en ligne, qui ne peuvent prendre en compte la limite actuellement prévue pour la durée de l'escale, fixée de façon artificielle à 2 heures, et, partant, d'administrer les voyages de façon plus efficace et plus précise. En outre, par rapport à la proposition précédente, le fait d'opter pour un calcul basé sur la durée de vol totale permet de limiter les incidences des voyages avec escale ayant une durée réelle de vol relativement courte mais des escales ou des correspondances particulièrement longues, lesquels donneraient lieu actuellement à la réservation d'un billet en classe affaires.

82. Le seuil unique serait fixé à 9,5 heures (c'est-à-dire que le nombre total d'heures de vol devrait dépasser 9,5 heures pour que le voyage puisse être effectué en classe affaires). Comme indiqué dans le résumé de l'analyse de données présenté au paragraphe 91 ci-dessous (analyse fondée sur l'évolution, ces quatre dernières années, des habitudes et des coûts en matière de voyages au Secrétariat), l'adoption d'un tel seuil devrait non seulement permettre de simplifier la politique relative aux voyages officiels et de rationaliser les procédures, mais également de tirer le meilleur parti, autant que faire se peut, des ressources limitées consacrées aux voyages, puisque l'effet attendu de cette mesure serait une réduction à la fois du volume global des vols en classe affaires et du coût des billets. Ce seuil conserverait le caractère relativement strict, comparé à d'autres organisations internationales, de la politique appliquée par le Secrétariat en matière de voyages en classe affaires.

Avantages

83. Le modèle de seuil unique serait beaucoup plus simple à appliquer, puisqu'il ne serait plus nécessaire de modifier manuellement les données disponibles sur les vols ; il permettrait donc d'accélérer le processus de traitement des demandes d'autorisation de voyage et d'en améliorer la précision. Il serait compatible avec les outils de

réserve en ligne et, partant, appuierait l'objectif du Secrétariat consistant à rationaliser et à automatiser, autant que possible, les procédures relatives aux voyages.

84. Les principaux avantages qui pourraient découler de l'adoption d'un seuil unique sont les suivants :

a) Une simplification méthodologique qui facilitera le processus d'autorisation des voyages, permettant ainsi d'accroître la conformité avec les directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion et de dégager de nouvelles économies ;

b) Une meilleure compréhension, de la part des voyageurs, de la politique en matière de voyages officiels, ce qui accroîtrait la transparence et, partant, améliorerait le respect de cette politique ;

c) Une automatisation facilitée dans le cadre de l'utilisation des outils de réserve en ligne et au sein des sociétés de gestion des voyages, qui pourrait favoriser l'utilisation desdits outils, entraînant une réduction des coûts de traitement et des frais de voyage ;

d) Une rationalisation du processus de demande et d'approbation des voyages dans Umoja, qui réduirait le temps passé sur chaque demande par les voyageurs, les fonctionnaires chargés d'approuver les voyages et les responsables du traitement des voyages et permettrait d'accélérer l'ensemble du processus de bout en bout (de la demande initiale à l'approbation de l'achat). En outre, cette rationalisation permettrait aux responsables du traitement des voyages de se concentrer sur des activités à plus forte valeur ajoutée, liées notamment à l'audit, à la gestion des fournisseurs, à la vérification de l'exactitude des données et à la sécurité des voyageurs, plutôt que sur des calculs manuels visant à déterminer les conditions de voyage.

Analyse comparative

85. S'agissant de l'analyse comparative des durées de vol ouvrant droit à un voyage en classe affaires, en août 2020, le Secrétariat a recueilli auprès de 22 organisations du Réseau interinstitutions Voyages des informations dont il ressortait que la durée moyenne ouvrant droit à un voyage en classe affaires dans ces organisations du secteur public était de 8,3 heures, la durée minimale étant de 4 heures et la durée maximale de 10 heures.

86. En outre, d'après un examen d'autres politiques de voyage, réalisé en externe, il apparaît qu'à l'exception du régime commun des Nations Unies, il n'existe pas d'autre politique qui utilise une formule à double seuil pour déterminer le droit à un voyage en classe affaires. Il est ressorti de cet examen que le double seuil était complexe et déroutant pour les voyageurs, les responsables de la planification et du traitement des voyages et les agents de voyage.

87. De plus, la formule basée sur la durée de vol était la plus répandue parmi les 81 politiques examinées, la durée minimale moyenne pour une étape étant de 6,2 heures (3 heures pour la plus courte et 14 heures pour la plus longue).

Analyse des données

88. Afin d'analyser les incidences d'un seuil unique, le modèle d'analyse des données qui avait été utilisé pour appuyer la proposition précédente (A/73/705, par. 86 à 88) a été mis à jour, révisé et amélioré avant d'être utilisé aux fins de la présente proposition. L'ensemble de données d'informatique décisionnelle internes recueillies dans Umoja a été considérablement élargi et couvre désormais les données de quatre années complètes (de juillet 2016 à juin 2020), contre une période de deux

ans dans le rapport précédent, et le nombre de voyages analysés est passé de 13 412 à 79 331, soit plus de 63 % du total des voyages concernés.

89. Les chiffres présentés ci-dessous ont été modélisés en utilisant des données d'informatique décisionnelle internes recueillies dans Umoja (pour déterminer les habitudes de voyage au Secrétariat au cours des quatre dernières années) et des données externes obtenues auprès des sociétés de gestion des voyages, ainsi que les plans d'organisation des vols publiés par les compagnies aériennes. Les données externes ont été utilisées pour compléter et enrichir les statistiques internes relatives aux voyages grâce aux données sur la durée de vol réelle, qui ne sont pas saisies dans Umoja.

90. Le tableau 13 donne un aperçu des différentes possibilités de seuil unique de durée totale de vol (en heures) et de leurs incidences respectives sur le nombre de voyages en classe économique et en classe affaires et sur le coût global des billets lorsque ces seuils sont appliqués aux données du modèle d'analyse.

Tableau 13
Possibilités de seuil unique (durée de vol totale)

(Nombre de voyages/pourcentage)

Classe	Dans le cadre de la politique actuelle ^a	Selon un modèle de seuil unique				
		9 heures	9,5 heures	10 heures	10,5 heures	11 heures
Classe affaires	16 314	17 052	15 814	14 738	13 798	12 271
Classe économique	63 017	62 279	63 517	64 593	65 533	67 060
Total	79 331	79 331	79 331	79 331	79 331	79 331
Incidence nette sur les voyages en classe affaires		4,5	(3,1)	(9,7)	(15,4)	(24,8)
Incidence nette sur le coût global des billets		1,5	(0,4)	(2,0)	(3,6)	(6,9)

^a Données sur les voyages pour la période allant de juillet 2016 à juin 2020.

91. Il ressort de l'analyse du modèle de données que, si un seuil unique correspondant à une durée de vol totale de 9,5 heures avait été en place au cours des quatre années considérées, le nombre de voyages effectués en classe affaires aurait diminué de 3,1 % et une économie de 0,4 % aurait été réalisée sur le coût global des billets. Le Secrétariat aurait en outre bénéficié de gains d'efficacité et aurait pu commencer à rationaliser et à améliorer l'administration des voyages en vue d'en accroître encore l'efficacité.

92. Il convient de noter que les dépenses globales prévues au titre des voyages sont régies et approuvées séparément dans le cadre des budgets des entités.

93. L'analyse susmentionnée, qui portait sur le volume de voyages par classe et sur le coût global des billets, confirme que les entités auraient été en mesure d'effectuer au moins le même nombre de voyages dans la limite des crédits qui leur avaient été alloués au titre des voyages si le double seuil actuellement appliqué avait été remplacé par le seuil unique durant la période considérée.

94. Vu que l'application d'un seuil unique fondé sur une durée de vol totale supérieure à 9,5 heures permet aux entités de tirer le meilleur parti, autant que faire se peut, des ressources limitées consacrées aux voyages et, en même temps, de rationaliser et de simplifier les procédures, le Secrétaire général propose que ce seuil soit retenu (c'est-à-dire, que le nombre total d'heures de vol doit dépasser 9,5 heures pour ouvrir droit à un voyage en classe affaires).

95. Conformément à la résolution 67/254 A de l'Assemblée générale, l'instruction administrative actuelle relative aux voyages est entrée en vigueur en 2013. Comme indiqué aux paragraphes 67 à 70 ci-dessus, à la lumière de l'expérience acquise depuis lors, il apparaît clairement que le processus qui vise à déterminer les conditions de voyage en avion est loin d'être optimal. Il est compliqué, actuellement, de déterminer ces conditions pour chaque voyageur, puisque cela exige que des calculs soient effectués manuellement par les groupes des voyages et par les sociétés de gestion des voyages sous contrat. Les dispositions de la résolution 67/254 A de l'Assemblée générale ne sont pas compatibles avec les systèmes de réservation de billets d'avion ni avec les outils de réservation en ligne. De ce fait, il n'est pas possible d'utiliser les données relatives aux vols qui sont pourtant disponibles dans les systèmes de réservation centralisés pour déterminer les conditions de voyage applicables, et il est nécessaire d'intervenir manuellement sur ces données pour réserver des vols répondant aux critères établis dans la politique en vigueur. Cela nuit à l'efficacité du processus global de traitement des voyages de l'ONU et ne permet pas d'automatiser davantage ce processus, notamment l'utilisation et l'intégration des outils de réservation en ligne employés dans ce secteur.

96. Fort de ces enseignements, et dans la continuité de son rapport intitulé « Un nouveau modèle de gestion pour l'Organisation des Nations Unies : garantir à chacun un avenir meilleur » (A/72/492), le Secrétaire général propose de simplifier et d'améliorer la politique du Secrétariat en matière de voyages en instituant un seuil unique pour les voyages en classe affaires des fonctionnaires de rang inférieur à celui de sous-secrétaire général pour déterminer les conditions de voyage applicables selon la durée totale du voyage.

IX. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

97. L'Assemblée générale est invitée à :

a) Lever la partie de la mesure provisoire qui est encore en vigueur (à savoir le fait de fixer le pourcentage appliqué au calcul du montant de la somme forfaitaire à 70 % du tarif économique comportant le moins de restrictions) et revenir au pourcentage habituel de 75 % pour le calcul du versement forfaitaire ;

b) Instituer un système à seuil unique pour les voyages officiels des fonctionnaires d'un rang inférieur à celui de sous-secrétaire général (et les membres de la famille concernés) pour certaines catégories de voyages ;

c) Établir que les voyages en avion dont la durée de vol totale (à savoir la durée de l'ensemble des vols effectués pour atteindre une destination donnée) est de 9,5 heures ou plus seront effectués en classe affaires.

Annexe I

Déroptions accordées aux personnalités éminentes (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Département des affaires économiques et sociales		
1. Procureur général et Ministre de la justice, Sierra Leone	Freetown/Rome/Freetown	1 312
2. Procureur général, Afghanistan	Kaboul/Rome	440
3. Président du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	Accra/Rome/Accra	848
4. Président du Groupe d'experts de haut niveau sur l'eau et les catastrophes	Séoul/New York/Séoul	3 500
5. Président de l'Institut national de recherche financière de l'Université Tsinghua	Beijing/Shenzhen/Beijing	1 115
6. Président de la Commission afghane indépendante des droits de l'homme	Kaboul/Rome/Kaboul	1 144
7. Président de la Cour suprême du Kenya	Londres/Rome/Londres	838
8. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Rio de Janeiro/New York/Rio de Janeiro	2 792
9. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Beijing/Hainan/Rio de Janeiro	5 623
10. Vice-Ministre du Ministère de l'autonomisation des femmes et de la protection de l'enfance, Indonésie	Jakarta/Rome/Jakarta	2 750
11. Vice-Premier Ministre et Ministre des finances et du développement économique, Tuvalu	Funafuti/New York/Funafuti	5 834
12. Vice-Premier Ministre, Samoa	Apia/New York/Apia	3 512
13. Membre éminent du Centre for Policy Dialogue, Bangladesh	Dacca/Genève/Dacca	1 700
14. Membre éminent du Centre for Policy Dialogue, Bangladesh	Dacca/New York/Dacca	3 768
15. Directeur adjoint du China National Engineering Research Centre (Centre national de recherche technique), Chine	Fuzhou/Antananarivo/Fuzhou	1 525
16. Directeur adjoint du China National Engineering Research Centre (Centre national de recherche technique), Chine	Fuzhou/New York/Fuzhou	2 039
17. Ancien Ministre de l'énergie et de l'environnement, Barbade	Bridgetown/New York/Bridgetown	1 658
18. Ancien Ministre de l'administration publique, Afrique du Sud	New York/Johannesburg/New York	3 891
19. Secrétaire général du Secrétariat du Groupe G7+	Lisbonne/Rome/Lisbonne	548
20. Gouverneur et Président du Conseil d'administration de la Banque centrale du Samoa	Apia/New York/Apia	6 490
21. Chef du Centre d'études économiques avancées, Belgrade	Belgrade/New York/Belgrade	2 147
22. Chef de la Mission du Mexique auprès de l'Union européenne et Ambassadeur en Belgique et au Luxembourg	Bruxelles/New York/Bruxelles	5 943
23. Chef du Centre d'études économiques avancées, Belgrade	Belgrade/Shenzhen/Belgrade	567
24. Expert indépendant et ancien conseiller du Président de la Turquie	Istanbul/New York/Istanbul	2 930
25. Membre du Conseil d'administration de la Banque centrale de Colombie ; Président du Comité des politiques de développement du Conseil économique et social	Bogota/New York/Bogota	583
26. Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Rio de Janeiro/Genève/Rio de Janeiro	920
27. Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Bogota/Genève/Tokyo	2 014
28. Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Berlin/Genève/Constance	209

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
29. Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Belgrade/Genève/Belgrade	467
30. Ancien Ministre des finances, de la planification et de l'administration publique de Cabo Verde ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Johannesburg/Genève/Johannesburg	616
31. Professeur de macroéconomie, Université de Cambridge ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Londres/Genève/Londres	4 482
32. Professeur à l'Université Columbia Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	New York/Genève/New York	5 156
33. Professeur à l'École de santé publique et de médecine tropicale, Université Tulane ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Nouvelle-Orléans/Genève/Nouvelle-Orléans	6 604
34. Ministre de l'éducation, Sainte-Lucie	Miami/Incheon/Sainte-Lucie	7 053
35. Ministre des finances et du développement économique, Kiribati	Taraoua/New York/Taraoua	4 518
36. Ministre de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, Lesotho	Maseru/New York/Maseru	4 521
37. Ministre de l'économie, Afghanistan	Kaboul/New York/Kaboul	2 435
38. Ministre de l'énergie, Mongolie	Oulan-Bator/New York/Oulan-Bator	5 531
39. Ministre de l'énergie, de l'approvisionnement en eau et de l'irrigation, Népal	Katmandou/New York/Katmandou	4 560
40. Ministre de l'environnement, des terres et du développement agricole, Kiribati	Taraoua/New York/Taraoua	3 443
41. Ministre des finances et de la fonction publique, Jamaïque	Washington/New York/Kingston	341
42. Ministre des finances, Bhoutan	Paro/New York/Paro	3 500
43. Ministre des finances, Ouganda	Washington/New York/Kampala	2 507
44. Ministre de la justice, Somalie	Mogadiscio/Rome/Mogadiscio	1 628
45. Ministre des collectivités locales, des travaux publics et du logement, Zimbabwe	Harare/New York/Harare	4 016
46. Ministre des ressources naturelles et de l'environnement, République démocratique populaire lao	Vientiane/Oulan-Bator/Vientiane	1 006
47. Ministre des infrastructures physiques et des transports, Népal	Katmandou/Oulan-Bator/Katmandou	1 164
48. Ministre du plan et de la coopération internationale, Yémen	Washington/New York/Washington	124
49. Ministre des travaux publics et des transports, République démocratique populaire lao	Vientiane/Oulan-Bator/Vientiane	941
50. Ministre des sciences, des technologies et des télécommunications, Costa Rica	San José/Berlin/San José	4 381
51. Ministre des ressources hydrauliques, de l'énergie et des mines, Gabon	Libreville/New York/Libreville	1 492
52. Ministre des transports, Afghanistan	Kaboul/Hanoï/Kaboul	5 179
53. Ministre de l'information et de la communication ; membre de l'Assemblée nationale, Bhoutan	Thimphou/Hanoï/Thimphou	384
54. Ministre de l'environnement et de l'énergie, Costa Rica	San José/Paramaribo/San José	834
55. Ministre de l'industrie, Bangladesh	Dacca/Bangkok/Dacca	261
56. Ministre de l'environnement, Maldives	Malé/Bangkok/Malé	884
57. Ministre de l'intérieur et du développement rural, Tuvalu	Funafuti/Bangkok/Funafuti	1 795
58. Ministre des travaux publics et des transports, République démocratique populaire lao	Vientiane/Hanoï/Vientiane	235
59. Ministre des finances, de la planification économique, du développement durable et des technologies de l'information, Saint-Vincent-et-les Grenadines	Washington/New York/Argyle	1 236
60. Lauréat du prix Nobel ; Professeur de biologie structurale, Institut de recherche scientifique Weizmann	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	2 313
61. Président de la Fundación Democracia y Desarrollo, Chili	Santiago/New York/Santiago	5 292

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
62. Lauréat du prix Nobel ; Professeur de biologie structurale, Institut de recherche scientifique Weizmann	Tel-Aviv/Vienne/Tel-Aviv	885
63. Professeur et doyen honoraire de l'École nationale de développement de l'Université de Pékin ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Beijing/Shenzhen/Beijing	1 431
64. Professeur à l'École de santé publique et de médecine tropicale, Université Tulane ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Nouvelle-Orléans/New York/Nouvelle-Orléans	329
65. Professeur d'économie, Université Jawaharlal Nehru ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Genève/New York/Genève	2 713
66. Professeur d'économie, Université Jawaharlal Nehru ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Shenzhen/New Delhi	592
67. Professeur d'économie, Université Jawaharlal Nehru ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	New Delhi/New York/New Delhi	3 241
68. Président de l'Institut allemand de recherche économique ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Berlin/Shenzhen/Berlin	1 354
69. Président de l'Institut allemand de recherche économique ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Berlin/New York/Berlin	4 315
70. Président de l'Institut allemand de recherche économique ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Berlin/New York/Berlin	3 530
71. Professeur de macroéconomie, Université de Cambridge ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Londres/New York/Londres	5 873
72. Professeur à l'École de santé publique et de médecine tropicale, Université Tulane ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Nouvelle-Orléans/Shenzhen/ Nouvelle-Orléans	4 371
73. Professeur, Université Keio et Université de Toyo ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Tokyo/Shenzhen/Tokyo	1 842
74. Professeur à l'École de santé publique et de médecine tropicale, Université Tulane ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Nouvelle-Orléans/New York/Nouvelle-Orléans	383
75. Secrétaire de la planification et de la programmation, Guatemala	Guatemala/New York/Guatemala	825
76. Secrétaire général du Ministère des finances, République démocratique du Congo	Kinshasa/New York/Kinshasa	4 331
77. Rapporteur spécial sur le droit au développement ; ancien Ambassadeur et Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'ONU	Le Caire/New York/Le Caire	1 919
78. Ancien Ministre des finances, de la planification et de l'administration publique de Cabo Verde ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Rome/New York/Rome	5 533
79. Ancien Ministre des finances, de la planification et de l'administration publique de Cabo Verde ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Rome/Shenzhen/Rome	2 150
80. Ancien Ministre des finances, de la planification et de l'administration publique de Cabo Verde ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Johannesburg/Shenzhen/Johannesburg	2 150
81. Ancien Ministre des finances, de la planification et de l'administration publique de Cabo Verde ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Johannesburg/New York/Johannesburg	4 371
82. Ancien Ministre des finances, de la planification et de l'administration publique de Cabo Verde ; Membre du Conseil consultatif de haut niveau pour les affaires économiques et sociales	Rome/New York/Rome	5 275
83. Ancien Ministre des affaires étrangères et Vice-Président du Guyana	Georgetown/New York/Georgetown	391

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences		
84. Ambassadeur du Brésil en Italie	Rome/New York/Rome	6 944
85. Ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique	New York/Addis-Abeba	425
86. Ancien Ministre des affaires étrangères, Égypte	Le Caire/New York/Le Caire	5 000
87. Ministre de l'éducation, Ghana	Accra/New York/Accra	2 303
88. Ministre de l'environnement, Égypte	Le Caire/New York/Le Caire	2 000
89. Présentateur de journal télévisé, spécialiste des affaires étrangères, British Broadcasting Corporation	Londres/New York/Londres	5 783
90. Prix Nobel de la paix, militant politique et des droits humains, Guatemala	Guatemala/New York/Guatemala	1 007
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité		
91. Ambassadeur du Rwanda en Tunisie	Le Caire/Tunis/Le Caire	800
92. Professeur à la Coller School of Management ; Président du comité consultatif de l'ONU sur les dispositifs de contrôle interne	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	2 979
93. Directeur général adjoint du Département des organisations internationales, Thaïlande	Bangkok/Marrakech/Bangkok	2 148
94. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Boston/Genève/Boston	1 242
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département des opérations de paix		
95. Ambassadeur (à la retraite), Israël	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	1 606
96. Ambassadeur et Président de l'Union interparlementaire	Mexico/Budapest/Mexico	5 000
97. Ambassadeur et ancien Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Washington/Jérusalem/Washington	3 000
98. Ambassadeur et Président de l'Union interparlementaire	Mexico/Minsk/Mexico	2 945
99. Président de la Commission référendaire de Bougainville	Dublin/New York	580
100. Général de corps d'armée et chef d'équipe effectuant un examen indépendant	Italie/New York/Italie	1 400
101. Général de corps d'armée et chef d'équipe effectuant un examen indépendant	Rome/Beyrouth/Tel Aviv/Rome	1 768
102. Ancien Ambassadeur britannique et ancien Représentant spécial adjoint du Secrétaire général	Londres/New York/Londres	3 119
103. Ancien Ambassadeur du Danemark auprès de l'ONU, ancien Représentant spécial et chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	Copenhague/Accra/Copenhague	1 500
104. Ancien Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'appui opérationnel du Secrétariat de l'ONU	Dacca/Berlin/Dacca	3 500
105. Premier juge, Conseil supérieur de la magistrature, Iraq	Bagdad/New York/Bagdad	4 736
106. Ancien Ambassadeur et ancien Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Washington/Nairobi/Washington	5 002
107. Ancien Ambassadeur et ancien Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Washington/Libreville/Washington	6 800
108. Ancien Ministre des affaires étrangères, Inde	New Delhi/Katmandou/New Delhi	184
109. Ancien Ministre d'État, État de Palestine	Tel-Aviv/New York/Tel-Aviv	1 606
110. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général (à la retraite)	New York/Papouasie-Nouvelle-Guinée/New York	2 601
111. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad Membre du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix	New York/Kinshasa/Dar es-Salaam/Addis Abeba/New York	3 151
112. Ancien Ministre-Secrétaire, Brésil ; Commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	Brasilia/New York/Kinshasa/New York/Brasilia	6 600

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
113. Ancien Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève Membre du cinquième Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	New York/Cologne/New York	2 043
114. Ancien Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève Membre du cinquième Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Cologne/New York/Cologne	1 500
115. Directeur des programmes et du développement du Elman Peace and Human Rights Centre, Somalie ; Membre du cinquième Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Mogadiscio/New York/Mogadiscio	2 000
116. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad Membre du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix	New York/Nairobi/Kinshasa/ New York	5 454
117. Ancien Ministre-Secrétaire, Brésil ; Commandant de la force de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	São Paulo/New York/São Paulo	5 541
118. Membre du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	New York/Banjul/New York	1 500
119. Directeur des programmes et du développement du Elman Peace and Human Rights Centre, Somalie ; Membre du cinquième Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Munich/New York/Mogadiscio	2 899
120. Intervenant à la Conférence des chefs d'état-major 2019	Brasilia/New York/Brasilia	2 500
121. Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	Toronto/Dublin/Toronto	3 000
122. Juge à la Cour suprême, Bangladesh	Dacca/New York/Dacca	1 500
123. Ancien Ambassadeur aux États-Unis et conseiller diplomatique principal auprès de l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie	Washington/Genève/Washington	2 442
124. Ancien Sous-Secrétaire général chargé de l'ancien Bureau des services centraux d'appui	New York/Nairobi/Addis Abeba/ New York	2 387
125. Ancien Sous-Secrétaire général chargé de l'ancien Bureau des services centraux d'appui	Londres/New York/Londres	6 626
126. Chef de l'équipe chargée de l'examen stratégique indépendant de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et de l'ancien Département des opérations de maintien de la paix	Santiago/New York/Santiago	6 620
Commission économique pour l'Afrique		
127. Ambassadeur, Comores	Addis-Abeba/Moroni/Addis-Abeba	925
128. Ambassadeur, Zimbabwe	Addis-Abeba/Nairobi/Addis-Abeba	1 051
129. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/Commission économique pour l'Afrique (CEA)-Guinée équatoriale	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
130. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Bénin	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
131. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Burkina Faso	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
132. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Burundi	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 897
133. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Tchad	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
134. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Comores	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 897

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
135. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Côte d'Ivoire	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
136. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Nigéria	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	2 486
137. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Guinée	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	2 018
138. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Guinée-Bissau	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	2 289
139. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Kenya	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
140. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Lesotho	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 897
141. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Mauritanie	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	2 249
142. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Maurice	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	2 299
143. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Maroc	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
144. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Niger	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
145. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Botswana	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
146. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/CEA-Guinée équatoriale	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
147. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Éthiopie	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 897
148. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Malawi	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 897
149. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Rwanda	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
150. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Somalie	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
151. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-République-Unie de Tanzanie	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
152. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Tunisie	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	2 018
153. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Ouganda	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	2 018
154. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Zambie	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
155. Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Union africaine/ CEA-Zimbabwe	Addis-Abeba/Doubaï/Victoria/Doubaï/ Addis-Abeba	1 826
156. Chef du protocole de l'ancien Président du Libéria	Washington/Addis-Abeba/Accra/ Monrovia	5 197
157. Ministre des autorités locales et des relations avec les chefs de tribus, Lesotho	Maseru/Johannesburg/Le Caire/ Marrakech/Le Caire/Maseru	4 115
158. Commissaire de l'Union africaine aux affaires économiques	Addis-Abeba/Accra/Addis-Abeba	2 136
159. Commissaire de l'Union Africaine aux affaires sociales	Addis-Abeba/Victoria Falls/ Johannesburg/Addis-Abeba	1 932

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
160. Commissaire aux affaires économiques, Madagascar	Antananarivo/Nairobi/Addis Abeba/Antananarivo	2 007
161. Vice-Ministre, Ghana	Accra/Johannesburg/Victoria Falls/Johannesburg/Accra	2 051
162. Secrétaire général adjoint, Communauté d'Afrique de l'Est	Kigali/Addis-Abeba/Kigali	1 687
163. Ancien Sous-Secrétaire général chargé du développement économique et Économiste en chef	San Francisco/Addis-Abeba/San Francisco	3 850
164. Ancien Gouverneur de la Banque centrale du Kenya	Nairobi/Johannesburg/Nairobi	886
165. Ancien Ministre des communications, Nigéria	Lagos/Marrakech/Bruxelles	834
166. Ancien Ministre du commerce et de l'industrie, Ghana	Accra/Addis Abeba/Accra	792
167. Ancien Ministre du commerce et de l'industrie, Ghana	Accra/Addis Abeba/Accra	964
168. Ancien Secrétaire aux finances, Philippines	Manille/Doha/Marrakech/Bangkok	3 429
169. Ministre de la femme et de la famille, Djibouti	Djibouti/Addis Abeba/Rome/Casablanca/Marrakech/Casablanca/Rome/Addis Abeba/Djibouti	4 649
170. Ministre de la femme, de l'enfant et de la protection sociale, Soudan du Sud	Djouba/Addis Abeba/Paris/Dubaï/Addis Abeba/Djouba	5 522
171. Ministre de la santé, Seychelles	Victoria/Addis Abeba/Victoria	2 074
172. Ministre d'État chargé de la planification économique, Rwanda	Kigali/Addis-Abeba/Kigali	1 569
173. Ministre de l'eau, de l'irrigation et de l'énergie, Éthiopie	Addis-Abeba/New York/ Addis-Abeba	2 951
174. Envoyé spécial sur les femmes et la paix et la sécurité	Genève/Marrakech/Genève	812
Commission économique pour l'Europe		
175. Ministre de l'énergie et des ressources hydrauliques, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Istanbul/Nour-Soultan/Dubaï/Nairobi/Bangui	3 808
176. Ministre de l'hydraulique et de l'assainissement, Niger	Niamey/Istanbul/Nour-Soultan/Istanbul/Niamey	1 277
177. Ministre des ressources naturelles, Suriname	Paramaribo/Amsterdam/Moscou/Nour-Soultan/Moscou/Amsterdam/Paramaribo	4 199
178. Ministre de l'eau et de l'environnement, Ouganda	Entebbe/Le Caire/Dubaï/Nour-Soultan/Dubaï/Le Caire/Entebbe	3 094
179. Ministre de l'eau et de l'assainissement, Sénégal	Los Angeles/Istanbul/Nour-Soultan/Beijing/Denpasar	4 951
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes		
180. Ministère des affaires étrangères, Bureau du Premier Ministre, Antigua-et-Barbuda	Antigua/Santiago/Antigua	6 646
181. Professeur, École supérieure de démographie et d'économie	San Francisco/Santiago/San Francisco	5 680
Cabinet du Secrétaire général		
182. Coprésident, Ambition Advisory Group, European Climate Foundation	Paris/Abou Dhabi/Paris	3 412
183. Ancien Ministre d'État du Pérou chargé de l'environnement et Président de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	Lima/New York/Lima	6 149
184. Chercheur principal, European Climate Foundation; ancien directeur chargé des questions internationales relatives au climat et à l'énergie, Ministère des affaires, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Londres/New York/Londres	7 173
185. Directeur général adjoint, Ministère des affaires environnementales, Afrique du Sud	Johannesburg/New York/Johannesburg	3 192

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
186. Coprésident du Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques ; fondateur de l'Association des femmes et peuples autochtones du Tchad	Paris/New York/Paris	2 891
187. Chercheur principal, European Climate Foundation ; ancien Directeur chargé des questions internationales relatives au climat et à l'énergie, Ministère des affaires, Royaume-Uni	Londres/Abou Dhabi/Londres	3 422
188. Coprésident du Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques ; fondateur de l'Association des femmes et peuples autochtones du Tchad	Paris/Abou Dhabi/Paris	3 412
189. Directeur général adjoint, Ministère des affaires environnementales, Afrique du Sud	Pretoria/Abou Dhabi/Pretoria	2 288
190. Directeur général des services environnementaux, ZEF Concepts	Londres/Abou Dhabi/Londres	798
191. Directeur général de l'Energy and Resources Institute ; Membre du Conseil du Premier Ministre sur le changement climatique, Inde	New Delhi/Abou Dhabi/New Delhi	758
192. Ancien Ministre de l'environnement, Pérou	Lima/Abou Dhabi/Lima	4 105
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique		
193. Président de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan	Islamabad/Téhéran/Islamabad	845
194. Vice-Ministre, Ministère de l'économie de la République kirghize	Bichkek/Almaty/Bichkek	176
195. Vice-Ministre, Ministère des finances et de l'économie, Turkménistan	Achgabat/Almaty/Achgabat	1 878
196. Vice-Ministre, Ministère de l'administration et de la gestion des affaires publiques et de l'ordre public, Sri Lanka	Colombo/Singapour/Colombo	829
197. Vice-Premier Ministre, Ministre des finances et du développement économique, Tuvalu	Funafuti/Bangkok/Funafuti	1 705
198. Vice-Premier Ministre, Vanuatu	Port-Vila/Bangkok/Port-Vila	3 253
199. Vice-Président adjoint chargé des questions de production, de gestion et de planification, République islamique d'Iran	Téhéran/Islamabad/Téhéran	959
200. Secrétaire aux finances, Ministère des finances, Bhoutan	Paro/Bangkok/Paro	104
201. Ancien Directeur de cabinet, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	New Delhi/Bangkok/New Delhi	600
202. Ancien Directeur de cabinet, Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies	New Delhi/Bangkok/New Delhi	520
203. Ancien Secrétaire général adjoint, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique	Brisbane/Bangkok/Suva	3 571
204. Ancien Secrétaire général adjoint, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique	Suva/Bangkok/Suva	3 680
205. Ancien Secrétaire général adjoint chargé de la gouvernance économique et de la sécurité, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique	Suva/Bangkok/Suva	2 524
206. Membre du Comité consultatif de haut niveau chargé des questions de médiation et ancien Secrétaire exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	Singapour/Bangkok/Singapour	400
207. Ancien Secrétaire général de l'Organisation de Shanghai pour la coopération	Nour-Soultan/Bangkok/Nour-Soultan	1 732
208. Ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies	Busan/Bangkok/Incheon	1 143
209. Ancien Représentant permanent de la Corée du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la soixante et onzième session du Conseil économique et social	Hanoï/Bangkok/Hanoï	516
210. Ancien Représentant permanent de la Corée du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies et Président de la soixante et onzième session du Conseil économique et social	Séoul/Bangkok/Séoul	788
211. Ancien Représentant permanent de la Corée du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies	Séoul/Bangkok/Séoul	754
212. Ancien Directeur de cabinet de l'Organisation des Nations Unies	New Delhi/Bangkok/New Delhi	209

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
213. Membre du Comité consultatif de haut niveau chargé des questions de médiation et ancien Secrétaire exécutif de la CESAP	Singapour/Bangkok/Singapour	412
214. Membre du Comité consultatif de haut niveau chargé des questions de médiation et ancien Secrétaire exécutif de la CESAP	Kuala Lumpur/Bangkok/Kuala Lumpur	350
215. Ministre de la réforme législative et des affaires parlementaires, Timor-Leste	Dili/Bangkok/Dili	435
216. Ministre de l'éducation, Bangladesh	Dacca/Bangkok/Dacca	770
217. Ministre des finances et du développement économique, Kiribati	Taraoua/Bangkok/Taraoua	2 157
218. Ministre de la santé, Samoa	Apia/Bangkok/Apia	4 150
219. Ministre de l'industrie et du commerce, Afghanistan	Kaboul/Almaty/Kaboul	3 087
220. Ministre de la réforme législative et des affaires parlementaires, Timor-Leste	Dili/Bangkok/Dili	125
221. Ministre de la condition féminine, de l'enfance et de la réduction de la pauvreté, Fidji	Suva/Bangkok/Suva	1 935
222. Ministre de la condition féminine, Afghanistan	Kaboul/Almaty/Kaboul	2 590
223. Ministre de la condition féminine, Cambodge	Phnom Penh/Bangkok/Phnom Penh	95
224. Ministre de l'énergie et du développement des entreprises, Sri Lanka	Colombo/Bangkok/Colombo	399
225. Ministre, Ministère des sciences, de la technologie et de la recherche, Sri Lanka	Colombo/Téhéran/Colombo	704
226. Ministre, Ministère de la condition féminine, Afghanistan	Kaboul/New Delhi/Bangkok/Kaboul	1 635
227. Ministre principal de l'industrie et de l'artisanat, Cambodge	Phnom Penh/Bangkok/Phnom Penh	225
228. Ministre d'État du Ministère des politiques nationales et de la planification économique, Sri Lanka	Colombo/Singapour/Colombo	400
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale		
229. Secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes et Chef de cabinet	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	239
230. Secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	209
231. Président du Comité pour la Coopération interparlementaire	Jakarta/Beyrouth/Jakarta	1 664
232. Directeur de la recherche, Levy Institute of Bard College	New York/Beyrouth/New York	4 399
233. Professeur titulaire de chaire, World Academy of Science and Sustainability, Académie européenne des sciences et des arts	Dresde/Beyrouth/Dresde	924
234. Ministre de la Chambre du Gouvernement fédéral, Soudan	Khartoum/Beyrouth/Khartoum	385
235. Ministre des finances, Égypte	Le Caire/Beyrouth	247
236. Ministre de l'industrie et du commerce, Yémen	Riyad/Beyrouth/Le Caire	646
237. Ministre des grandes réformes, Tunisie	Tunis/Beyrouth/Tunis	685
238. Ministre de la planification et de la coopération internationale, Yémen	Dubaï/Beyrouth/Dubaï	890
239. Ministre de la planification, Iraq	Bagdad/Beyrouth/Bagdad	269
240. Ministre de la planification, du suivi et de la réforme administrative, Égypte	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	224
241. Ministre de la planification, du suivi et de la réforme administrative, Égypte	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	221
242. Ministre des affaires sociales, de l'enfance et de la famille, Mauritanie	Nouakchott/Beyrouth/Nouakchott	1 260
243. Ministre, Ministère de la condition féminine, Tunisie	Tunis/Amman/Tunis	873
244. Secrétaire général de la Ligue des États arabes	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	209
245. Chercheur principal, Brookings Institute	Washington/Beyrouth/Washington	3 677
246. Secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes	Le Caire/Amman/Le Caire	173
247. Vice-Président, Président du conseil d'administration (Cour de cassation), Cour suprême de justice	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	203
Secrétariat du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit		
248. Ancien Président du conseil d'administration de l'Institut des auditeurs internes	Londres/New York/Londres	1 494

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine		
249. Chef de cabinet du Premier Ministre, République centrafricaine	Addis-Abeba/Nairobi/Bangui	1 465
250. Ministre de la défense, République centrafricaine	Bangui/Addis-Abeba/Bangui	1 635
251. Ministre du désarmement, République centrafricaine	Bangui/Addis-Abeba/Bangui	1 635
252. Ministre de la justice, République centrafricaine	Bangui/Addis-Abeba/Bangui	1 635
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
253. Membre du Groupe consultatif pour le Fonds central pour les interventions d'urgence	Santiago/New York/Santiago	1 125
254. Membre du Groupe consultatif pour le Fonds central pour les interventions d'urgence	Tokyo/New York/Tokyo	6 781
255. Président du Conseil d'administration, Girl Child Concerns	Abuja/New York/Abuja	7 083
256. Directeur général, Comité international de secours	New York/Genève/New York	6 981
257. Coprésident, Japan Emergency Non-Governmental Organization	Tokyo/Dublin/Tokyo	2 269
258. Directeur général adjoint, Chine	Beijing/Dublin/Beijing	4 213
259. Directeur général adjoint du Département des frontières et des affaires maritimes, Chine	Beijing/New York/Beijing	6 083
260. Directeur général adjoint, Département des affaires économiques et commerciales internationales, Beijing	Beijing/New York/Beijing	5 156
261. Chef de la composante civile, Force en attente de l'Afrique de l'Est	Entebbe/New York/Entebbe	5 187
262. Ministre de l'emploi et du développement social, Soudan	Khartoum/Genève/Khartoum	431
263. Office national des urgences, Chili	Santiago/New York/Santiago	6 118
264. Spécialiste de la gestion des ressources naturelles, Ouganda	Santiago/Dublin/Santiago	3 808
265. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Kaboul/Genève/Kaboul	2 606
266. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Bruxelles/Genève/Bruxelles	988
267. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Bruxelles/Genève/Bruxelles	1 189
268. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Bogota/Genève/Bogota	2 457
269. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Addis-Abeba/Genève/Addis-Abeba	2 651
270. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Amman/Genève/Amman	2 237
271. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Djouba/Genève/Djouba	3 939
272. Membre du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Londres/Genève/Londres	683
273. Vice-Président du Centre de gestion des opérations en cas de catastrophe Muhammadiyah, Indonésie	Yogyakarta/New York/Yogyakarta	6 458
274. Vice-Président du Centre de gestion des opérations en cas de catastrophe Muhammadiyah, Indonésie	Yogyakarta/New York/Yogyakarta	6 288
275. Vice-Président du Centre de gestion des opérations en cas de catastrophe Muhammadiyah, Indonésie	Yogyakarta/Dublin/Yogyakarta	4 195
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme		
276. Mère d'un comédien participant à un spectacle en qualité de présentateur d'un grand événement	New York/Genève/New York	2 152

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
277. Ancien Rapporteur spécial sur la question de la torture et Secrétaire général du Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation	Vienne/Francfort/Montego Bay/ Francfort/Vienne	762
278. Ancien Rapporteur spécial sur la question de la torture et Secrétaire général du Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation	Vienne/New York/Vienne	4 559
279. Économiste américain, analyste des politiques publiques et ancien directeur de l'Earth Institute de l'Université Columbia	New York/Genève/New York	1 488
280. Ancien Rapporteur spécial sur la question de la torture et Secrétaire général du Centre interuniversitaire européen pour les droits de l'homme et la démocratisation	Vienne/New York/Vienne	1 669
281. Ancien Rapporteur spécial et ancien Directeur du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	Dakar/Arusha/Dakar	2 092
282. Ancien Rapporteur spécial dans le domaine des droits culturels	Lahore/Genève/Lahore	822
283. Ancien Rapporteur spécial dans le domaine des droits culturels	Lahore/Genève/Lahore	808
284. Fondateur de la Fondation pour l'enfance Satyarthi, Inde	New Delhi/Zurich/Genève	786
285. Membre de l'équipe internationale d'experts indépendants sur la région du Kasāï, République démocratique du Congo	Dakar/Genève/Dakar	1 157
286. Envoyé spécial du Président et Ministre d'État chargé des droits humains et des relations internationales	Kaboul/Genève/Kaboul	1 192
287. Envoyé spécial du Président de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité	Genève/Addis-Abeba/Genève	1 821
Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement		
288. Membre éminent du Centre for Policy Dialogue, Bangladesh	Dacca/Honiara/Dacca	5 290
289. Ministre du commerce et de l'industrie, Libéria	Monrovia/Genève/Monrovia	2 216
290. Ministre du commerce, Eswatini	Manzini/New York/Manzini	7 100
291. Ministre de l'industrie, du commerce et de l'approvisionnement, Népal	Katmandou/Genève/Katmandou	1 095
292. Ministre des transports et des travaux publics, Malawi	Lilongwe/New York/Lilongwe	4 215
Bureau des affaires juridiques		
293. Doyen associé et professeur de droit	Montréal/Santiago/Montréal	2 000
294. Titulaire de chaire de droit, Université de Cambridge	Genève/Santiago/Genève	2 500
295. Titulaire de chaire de droit international public	Londres/Santiago/Londres	2 500
296. Président du Tribunal militaire de la Nouvelle-Zélande et juge-avocat général de l'armée néo-zélandaise	Wellington/Bangkok/Wellington	4 300
297. Ancien Président de la Cour Suprême, République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salaam/New York/Dar es-Salaam	3 000
298. Président et juge-avocat général du Tribunal militaire de la Nouvelle-Zélande	Wellington/Bangkok/Wellington	2 500
299. Doyen et professeur de droit chinois et de droit comparé	Hong Kong/Santiago/Hong Kong	7 750
300. Professeur émérite, Université Paris Nanterre	Paris/Addis-Abeba/Paris	2 000
301. Professeur de droit de l'Université d'État de l'Arizona	Phoenix/Bangkok/Phoenix	3 500
302. Titulaire de la chaire Harold Samuel (Département de droit et de politique environnementale de l'Université de Cambridge)	Genève/Addis-Abeba/Genève	2 500
303. Professeur de droit institutionnel international	Amsterdam/Santiago/Amsterdam	3 000
304. Professeur de droit international	Genève/Santiago/Genève	3 800
305. Professeur de droit international, Faculté de droit de l'Université de Genève	Paris/Zurich/Bangkok/Francfort/Paris	2 668
306. Professeur de droit international, Faculté de droit de l'Université de Genève	Genève/Addis-Abeba/Genève	2 500

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
307. Professeur de droit international, Faculté de droit de l'Université de Genève	Genève/Bangkok/Genève	3 800
308. Professeur de droit international public	Londres/Santiago/Londres	2 300
309. Professeur, Pennsylvania State University	Philadelphie/Addis-Abeba/ Philadelphie	3 000
310. Professeur, Université de Genève	Genève/Addis-Abeba/Genève	2 800
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique		
311. Ambassadeur, ancien Vice-Ministre des affaires étrangères aux affaires africaines, Égypte	Le Caire/New York/Le Caire	1 507
312. Commissaire de l'Union africaine aux affaires politiques	Addis-Abeba/New York/ Addis-Abeba	6 432
313. Directeur général adjoint de l'Académie diplomatique du Ministère sud-africain des relations internationales et de la coopération	Johannesburg/Durban/Johannesburg	361
314. Membre du Comité des anciens du Marché commun de l'Afrique orientale et australe	Le Caire/Durban/Le Caire	2 840
315. Membre du Groupe des Sages de l'Union africaine	Entebbe/Durban/Entebbe	3 219
316. Professeur de droit, London School of Economics	Londres/New York/Londres	6 735
317. Conseiller politique principal, African Centre for the Constructive Resolution of Disputes	Johannesburg/Libreville/Johannesburg	630
Bureau du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles		
318. Membre du Conseil consultatif de la société civile	Abuja/New York/Abuja	6 421
319. Membre du Conseil consultatif de la société civile	Casablanca/New York/Casablanca	2 902
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs		
320. Coprésident du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation, Union africaine	Entebbe/Djouba/Nairobi/Kinshasa/ Entebbe	2 094
321. Membre du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation, Union africaine	Entebbe/Bou Saada/Entebbe	800
322. Ministre des affaires constitutionnelles et juridiques, République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salaam/Nairobi/Dar es-Salaam	930
323. Ministre de l'égalité des genres et de la promotion de la famille, Rwanda	Kigali/Nairobi/Kigali	640
324. Ministre de l'égalité des genres, de l'enfance et de la famille, République démocratique du Congo	Kinshasa/Nairobi/Kinshasa	1 937
325. Ministre de l'égalité des genres, de l'emploi et du développement social, Ouganda	Entebbe/Nairobi/Entebbe	605
326. Ministre des droits humains, des affaires sociales et de l'égalité des genres, Burundi	Bujumbura/Nairobi/Bujumbura	1 151
327. Ministre de la promotion de la femme, Congo	Brazzaville/Nairobi/Brazzaville	1 600
328. Ministre de la promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfance, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Entebbe/Bangui	2 093
329. Ministre de la promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfance, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Bangui	2 730
330. Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Soudan du Sud	Djouba/Nairobi/Djouba	1 400
331. Envoyé spécial de la présidence de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité	Addis-Abeba/Entebbe/Addis-Abeba	1 644
332. Envoyé spécial de la présidence de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité	Addis-Abeba/Nairobi/Addis-Abeba	746
333. Envoyé spécial de la présidence de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité	Addis-Abeba/Djouba/Kinshasa/ Addis-Abeba	4 158

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
334. Ancien Ambassadeur aux États-Unis, conseiller diplomatique principal auprès de l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie	Washington/New York/Amsterdam/Entebbe/Amsterdam/New York/Washington	9 496
335. Ancien Ambassadeur aux États-Unis, conseiller diplomatique principal auprès de l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie	Washington/Nairobi/Washington	3 393
336. Ancien Ambassadeur aux États-Unis, conseiller diplomatique principal auprès de l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salaam/Bou Saada/Dar es-Salaam	1 000
337. Ancien Ambassadeur aux États-Unis, conseiller diplomatique principal auprès de l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie	New York/Addis-Abeba/Djouba/Nairobi/New York	6 567
Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit		
338. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit	Stockholm/New York/Stockholm	2 838
339. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit	Londres/New York/Freetown	5 592
Bureau d'appui à la consolidation de la paix		
340. Ancien Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ; membre du cinquième Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Francfort/Port Moresby/Francfort	6 530
341. Ancien Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève Membre du cinquième Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix	Cologne/New York/Cologne	3 557
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement		
342. Directeur général et Président du Fonds pour l'environnement mondial	Washington/Genève/Washington	3 971
343. Ancien Ministre du commerce et de l'industrie, Afrique du Sud	Le Cap/Genève/Le Cap	2 929
344. Fondateur et Président de la Fondation Michaëlle Jean	Ottawa/Genève/Ottawa	5 185
345. Fondateur et Président-Directeur général de Grouper.mk	Skopje/New York/Skopje	2 468
346. Fondateur et Président-Directeur général de Kichink	Mexico/Nairobi/Mexico	329
347. Fondateur et Président-Directeur général de QuickCash	Abidjan/New York/Abidjan	2 400
348. Fondateur et Président-Directeur général de Rogrand	Beijing/New York/Beijing	3 376
349. Fondateur et Président-Directeur général de Takhfifan	Jakarta/New York/Jakarta	4 836
350. Ministre de l'agriculture, Zambie	Lusaka/Genève/Lusaka	3 067
351. Ministre du commerce et de l'industrie, Libéria	Monrovia/Genève/Monrovia	2 843
352. Ministre de l'économie et des finances, Madagascar	Antananarivo/Genève/Antananarivo	1 486
353. Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Madagascar	Antananarivo/Genève/Antananarivo	5 159
354. Ministre du commerce et de l'industrie, Lesotho	Maseru/Genève/Maseru	3 224
355. Ministre du commerce et du secteur privé, Togo	Lomé/Genève/Lomé	2 012
356. Ministre du commerce, de l'industrie et de la coopération, Ouganda	Entebbe/Genève/Entebbe	1 714
357. Ministre, secrétaire privé pour les politiques nationales, Nicaragua	Madrid/Genève/New York/Salt Lake City/Managua	2 127
358. Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, Malawi	Lilongwe/Genève/Lilongwe	1 884
359. Associé, TLcom Capital	Lagos/Genève/Lagos	164
360. Professeur de biochimie, Université de Californie (Berkeley)	New York/Genève/New York	4 481
361. Assistant principal du fondateur et Président de la Fondation Michaëlle Jean	Ottawa/Genève/Ottawa	3 540
Bureau de la coordination des activités de développement de l'Organisation des Nations Unies		
362. Secrétaire principal du Ministère des affaires étrangères	Nairobi/New York/Bruxelles	4 689

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Fonds des Nations Unies pour la démocratie		
363. Ancien Ministre de la reconstruction et du développement, Afrique du Sud	Johannesburg/New York/Johannesburg	2 148
Département de la communication globale		
364. Ambassadeur et Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies	New York/Moscou/New York	3 503
365. Ambassadeur et Observateur permanent de l'État de Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies	New York/Ankara/New York	4 350
366. Journaliste nommé aux Emmy Awards	New York/Ankara/New York	3 639
367. Directeur exécutif, Oxford Famine Relief Organization	Nairobi/New York/Nairobi	3 493
368. Professeur et directeur du Centre d'études sur le Moyen-Orient, Galilee International Management Institute, Israël	Tel-Aviv/Moscou/Tel-Aviv	639
369. Professeur d'histoire, Directeur du Centre européen d'études sur la Palestine	Tel-Aviv/Moscou/Tel-Aviv	341
Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes		
370. Directeur général adjoint, Communauté du Pacifique	Suva/Nadi/Dubaï/Genève/Dubaï/Nadi/Suva	9 086
371. Fondateur du Global Institute for Tomorrow	Hong Kong/Genève/Hong Kong	1 856
372. Ministre de l'économie sociale et solidaire, Tunisie	Tunis/Genève/Tunis	160
373. Présentateur de télévision, Talk America, China Global Television Network	Nairobi/Genève/Nairobi	1 741
374. Présentateur de télévision, Cable News Network	Dacca/Genève/Dacca	294
Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice		
375. Ancien Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme	Durban/Turin/Durban	4 099
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau		
376. Ministre de la justice et des droits de l'homme, Guinée-Bissau	Bissau/Genève/Bissau	1 678
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud		
377. Ancien Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	Hambourg/Djouba/Hambourg	4 000
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine		
378. Ancien Ministre des affaires étrangères, Soudan	Nairobi/Addis-Abeba/Nairobi	1 200
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale		
379. Ministre des affaires étrangères et des communautés, Sao Tomé-et-Principe	Sao Tomé/Kinshasa/Sao Tomé	2 272
380. Ministre des affaires étrangères, Burundi	Bujumbura/N'Djamena/Bujumbura	3 270
381. Ministre des affaires étrangères, Cameroun	Yaoundé/N'Djamena/Yaoundé	3 286
382. Ministre des affaires étrangères, Cameroun	Yaoundé/Kinshasa/Yaoundé	2 904
383. Ministre des affaires étrangères, République centrafricaine	Bangui/Kinshasa/Bangui	3 650
384. Ministre des affaires étrangères, République centrafricaine	Bangui/Luanda/Bangui	3 055
385. Ministre des affaires étrangères, République centrafricaine	Bangui/N'Djamena/Bangui	4 022
386. Ministre des affaires étrangères, Congo	Kinshasa/Luanda/Kinshasa	2 360
387. Ministre des affaires étrangères, Guinée équatoriale	Malabo/N'Djamena/Malabo	4 014
388. Ministre des affaires étrangères, Gabon	Libreville/Luanda/Libreville	3 899
389. Ministre des affaires étrangères, Guinée équatoriale	Malabo/Luanda/Malabo	4 693
390. Ministre, Burundi	Bujumbura/Kinshasa/Bujumbura	1 535
391. Secrétaire d'État, Tchad	N'Djamena/Kinshasa/N'Djamena	2 633
392. Secrétaire d'État du Ministère des affaires étrangères, Tchad	N'Djamena/Luanda/N'Djamena	1 830
393. Secrétaire d'État du Ministère des affaires étrangères, Guinée équatoriale	Malabo/Kinshasa/Malabo	2 007

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
394. Secrétaire Général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale	Libreville/Bangui/Libreville	1 970
395. Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères, Angola	Luanda/N'Djamena/Luanda	4 685
396. Vice-Ministre de l'égalité des genres, Guinée équatoriale	Malabo/Kigali/Malabo	3 052
Bureau des affaires de désarmement		
397. Ambassadeur, Malaisie	Dublin/Bangkok/New York	2 046
398. Ambassadeur de l'Argentine en Autriche	Vienne/Addis-Abeba/Vienne	5 741
399. Ambassadeur et ancien Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne	Varsovie/New York/Varsovie	2 038
400. Ambassadeur et Président désigné, Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020	Buenos Aires/Mexico/Buenos Aires	6 050
401. Ambassadeur et Président désigné, Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020	Buenos Aires/New York/Buenos Aires	5 305
402. Ambassadeur et Président désigné, Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020	Buenos Aires/Genève/Buenos Aires	3 900
403. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Jakarta/Genève/Jakarta	3 627
404. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Ottawa/Genève/Ottawa	4 381
405. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Oulan-Bator/Genève/Oulan-Bator	4 853
406. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Boston/Genève/Boston	6 047
407. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Santiago/New York/Santiago	4 770
408. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Windhoek/New York/Windhoek	2 500
409. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Vienne/New York/Vienne	4 053
410. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Le Caire/New York/Le Caire	3 655
411. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Le Caire/New York/Le Caire	1 567
412. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Tokyo/New York/Tokyo	7 923
413. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Oulan-Bator/New York/Oulan-Bator	5 125
414. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Windhoek/Genève/Windhoek	2 525
415. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Boston/Genève/Boston	6 047
416. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Windhoek/Genève/Windhoek	6 504
417. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Tokyo/Genève/Tokyo	4 151
418. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Santiago/Genève/Santiago	2 151
419. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Charlottesville (Virginie)/Genève/ Charlottesville (Virginie)	6 092
420. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Ottawa/Genève/Ottawa	3 772
421. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Moscou/New York/Moscou	2 444
422. Membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement	Washington/Genève/Washington	4 974
423. Ambassadeur chargé des questions de désarmement, Nouvelle-Zélande	Wellington/New York/Wellington	7 854
424. Secrétaire permanent, Ministre des affaires étrangères, Namibie	Windhoek/New York/Windhoek	7 114
Office des Nations Unies à Nairobi		
425. Sous-Secrétaire général, Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	Bruxelles/Nairobi/Mombasa/Bruxelles	4 335
426. Ancien Chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine et ancien Représentant permanent du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies	Nairobi/Dar es-Salaam/Nairobi	972
427. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Tallin/New York/Tallin	3 424

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Office des Nations Unies à Vienne		
428. Procureur général et Ministre de la justice, Nigéria	Abuja/Paris/Vienne	147
429. Vice-Ministre d'État, République-Unie de Tanzanie	Dodoma/Maputo	1 290
430. Astronaute de la National Aeronautics and Space Administration des États-Unis	Houston/Vienne/Houston	3 120
431. Juge à la Cour suprême, Ouganda	Entebbe/Séoul/Entebbe	2 499
Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie		
432. Représentant spécial adjoint pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine	Mogadiscio/Istanbul/Nour-Soultan/Mogadiscio	3 926
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine		
433. Membre du conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	Nairobi/New York/Nairobi	1 600
434. Membre du conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine	Washington/New York/Oslo	1 200
Total		1 171 026

Annexe II

Dérogations accordées pour raisons médicales (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme		
1. Chef du Bureau de l'administration et de l'information	New York/Saint-Pétersbourg/New York	3 131
2. Chef du Bureau de l'administration et de l'information	New York/Moscou/Tachkent/New York	3 365
Département de la communication globale		
3. Survivant de l'Holocauste	Varsovie/New York/Varsovie	1 643
Département des affaires politiques		
4. Membre du conseil d'administration de l'Alliance pour une Indonésie pacifique	Singapour/Tokyo/Singapour	2 017
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département des opérations de paix		
5. Membre du conseil d'administration de l'Alliance pour une Indonésie pacifique	Singapour/Bangkok/Singapour	800
6. Avocat et conseiller juridique d'entreprise	Londres/New York/Londres	6 370
7. Membre du conseil d'administration	Singapour/Durban/Singapour	600
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique		
8. Spécialiste de la gestion des programmes (administration), Division de l'administration de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	Bangkok/Téhéran/Bangkok	1 320
Commission de la fonction publique internationale		
9. Chef de la Division des politiques relatives aux ressources humaines	New York/La Haye/New York	1 098
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine		
10. Membre du contingent militaire marocain	Bangui/Casablanca	790
11. Membre du personnel pénitentiaire fourni par le Gouvernement sénégalais	Bangui/Dakar	1 140
12. Membre d'unité de police constituée, Congo	Bangui/Brazzaville	569
13. Membre d'unité de police constituée, Sénégal	Bangui/Dakar	1 079
14. Membre du contingent militaire camerounais	Entebbe/Yaoundé	1 250
15. Membre du contingent militaire camerounais	Bangui/Yaoundé	1 250
16. Membre du contingent militaire marocain	Bangui/Casablanca	1 109
17. Équipe médicale de convoyage, Maroc	Bangui/Casablanca	1 109
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali		
18. Contingent militaire sri-lankais	Bamako/Katunayake	2 500
19. Contingent militaire tchadien	Bamako/N'Djamena	594
20. Agent de sécurité, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, Égypte	Bamako/Le Caire	1 200

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
21. Spécialiste de la réforme du secteur de la sécurité, Sénégal	Bamako/Dakar	433
22. Contingent militaire burkinabé	Dakar/Ouagadougou	1 100
23. Contingent militaire burkinabé	Dakar/Ouagadougou	1 100
Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti		
24. Unité de police constituée, Sénégal	Saint-Domingue/Madrid/Dakar	1 925
25. Unité de police constituée, Sénégal	Saint-Domingue/Madrid/Dakar	2 025
26. Unité de police constituée, Sénégal	Saint-Domingue/Madrid/Dakar/ Port-au-Prince	2 350
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo		
27. Contingent militaire pakistanais	Kinshasa/Islamabad	2 017
28. Contingent militaire pakistanais	Entebbe/Islamabad	3 101
29. Contingent militaire guatémaltèque	Entebbe/Doha/Miami/Guatemala	2 700
30. Contingent militaire australien	Entebbe/Doha/Queensland	1 390
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme		
31. Ancien Sous-Secrétaire général, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	Zagreb/Arusha/Zagreb	553
32. Spécialiste des droits de l'homme accompagnant le Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard	Genève/Abuja	3 376
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie		
33. Chef des affaires politiques, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Sotchi/Genève	1 195
34. Administrateur général chargé des questions politiques, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Genève/New York/Genève	7 220
35. Administrateur général chargé des questions politiques, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Beyrouth/Genève	680
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement		
36. Chef du Service des entreprises de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	Genève/Paris/Angola	773
Force intérimaire des Nations Unies au Liban		
37. Soldat de première classe, rapatriement sanitaire, République de Corée	Beyrouth/Incheon	425
38. Soldat, rapatriement sanitaire, Népal	Beyrouth/Katmandou	600
Secrétariat du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal		
39. Conjoint à charge	Montréal/Manchester	1 500
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud		
40. Policier, Inde	Entebbe/New Delhi	930
41. Membre du contingent militaire indien	Entebbe/New Delhi	930
42. Personne devant s'acquitter de son obligation de service militaire, Brésil	Entebbe/Brasilia	2 250

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Office des Nations Unies à Vienne		
43. Chef du Groupe du perfectionnement du personnel de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime/Office des Nations Unies à Vienne	Vienne/Tachkent/Vienne	2 552
44. Juge de la Cour de district des États-Unis du district nord de l'Illinois	Newark/Vienne/Chicago	6 650
45. Directeur adjoint de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	Vienne/Amsterdam/Nairobi/ Amsterdam/Vienne	1 738
46. Directeur adjoint	Vienne/Nairobi/Turin/Vienne	5 736
Total		88 183

Annexe III

Dérogations accordées à de hautes personnalités (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Département des affaires économiques et sociales		
1. Ancien Président, Chili	Santiago/New York/Santiago	7 124
2. Ancien Premier Ministre, Niger	Johannesburg/New York/Johannesburg	4 200
3. Ancien Président, Mexique	New York/Genève/New York	3 006
4. Ancien Premier Ministre, Niger	Johannesburg/New York/Johannesburg	4 154
5. Premier Ministre, Mozambique	Maputo/New York/Maputo	2 792
Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences		
6. Ancien Premier Ministre, Portugal	Lisbonne/New York/Lisbonne	4 099
7. Premier Ministre, Antigua-et-Barbuda	Orlando/New York/Miami	600
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité		
8. Ancien Président, Libéria	Libéria/Marrakech/Libéria	1 607
Office des Nations Unies à Nairobi		
9. Ancien Président par intérim, République centrafricaine	Bangui/Addis-Abeba/Bangui	2 640
Commission économique pour l'Afrique		
10. Ancien Président, Libéria	Washington/Addis-Abeba/Accra/Monrovia	5 197
Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique		
11. Ancien Président, Kirghizistan	Bichkek/Bangkok/Bichkek	685
12. Président de la République, Nauru	Nauru/Bangkok/Nauru	2 396
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine		
13. Ancien Premier Ministre, Guinée	Paris/Casablanca/Bangui/Nairobi/Paris	305
14. Premier Ministre, République centrafricaine	Bangui/Addis-Abeba/Bangui	1 635
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique		
15. Ancien Président, Burundi	Bamako/Durban/Bamako	2 279
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs		
16. Ancien Président par intérim, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Entebbe/Bangui	2 093
17. Ancien Président par intérim, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Bangui	2 730
18. Ancien Président par intérim, République centrafricaine	Bangui/Bujumbura/Kinshasa/Bangui	4 500
19. Ancien Président par intérim, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Addis-Abeba/Djoubba/Lomé/Kinshasa/Bangui	7 443
Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes		
20. Ancien Président, Finlande	Helsinki/Genève/Helsinki	842
21. Ancien Président, Mali	Bamako/Paris/New York/Paris/Bamako	3 982

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement		
22. Premier Ministre, Vanuatu	Port-Vila/Genève/Port-Vila	4 720
23. Premier Ministre, Sainte-Lucie	Castries/New York/Castries	3 406
Total		72 435

Annexe IV

Dérogations accordées pour voyages particulièrement fatigants (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Département des affaires économiques et sociales		
1. Administrateur, Tuvalu	Suva/Funafuti	4 814
2. Analyste principal chargé du suivi et de l'évaluation, Tuvalu	Suva/Funafuti	4 618
Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département des opérations de paix		
3. Spécialiste des questions politiques, Bureau du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix	Newark/Berlin/Newark	4 777
Cabinet du Secrétaire général		
4. Spécialiste hors classe des questions politiques	New York/Katowice	4 163
5. Directeur du bureau d'appui	New York/Zurich/New York	3 354
6. Chef de bureau, Cabinet du Vice-Secrétaire général	New York/Rome/New York	3 300
7. Directeur du bureau d'appui	New York/Copenhague/New York	4 235
8. Directeur du bureau d'appui	New York/Berlin/New York	4 861
Commission économique pour l'Europe		
9. Spécialiste hors classe des questions sociales	Almaty/Saint-Petersbourg	434
Bureau de la coordination des affaires humanitaires		
10. Directeur adjoint, opérations et communication	New York/Panama/Caracas/Bogota/Buenos Aires/New York	3 667
11. Directeur adjoint, opérations et communication	New York/Kiev/Kaboul/Islamabad/New York	1 589
12. Directeur, opérations et communication	New York/Kiev/Kaboul/Islamabad/New York	2 034
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme		
13. Directeur du programme relatif aux droits humains de l'American Civil Liberties Union	New York/Mexico/New York	696
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen		
14. Assistant spécial de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Londres/Berlin/Francfort/Abou Dhabi	2 055
15. Assistant spécial de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Londres/Mascate	1 100
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement		
16. Spécialiste de la facilitation du commerce	San Salvador/Honiara/San Salvador	6 775
Total		52 472

Annexe V

Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Première classe		
Cabinet du Secrétaire général		
1. Vice-Secrétaire général	New York/Washington/New York	1 088
2. Vice-Secrétaire général	New York/Washington/New York	820
3. Vice-Secrétaire général	New York/Boston/New York	886
Première classe et classe affaires		
Cabinet du Secrétaire général		
4. Vice-Secrétaire général	New York/Nairobi/Londres/New York	9 195
5. Assistant spécial du Vice-Secrétaire général	New York/Nairobi/Londres/New York	3 445
Classe affaires		
Office des Nations Unies à Vienne		
6. Assistant chargé de la coordination des programmes	Islamabad/Amsterdam/Islamabad	1 822
7. Auxiliaire chargé des programmes	Islamabad/Amsterdam/Islamabad	1 822
Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice		
8. Spécialiste de la gestion des programmes	Marrakech/Turin	344
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale		
9. Maître de conférences, faculté des sciences sociales de l'Université de Dundee	Birmingham/Achgabat	461
Total		19 883

Annexe VI

Voyages autorisés par le Président de l'Assemblée générale (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Première classe		
1. Présidente de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale	New York/Salt Lake City/New York	2 927
Première classe et classe affaires		
2. Présidente de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale	New York/Ankara/Bratislava/Vaduz/Alpbach/Munich/New York	12 464
3. Présidente de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale	New York/Genève/Rome/New York	11 955
4. Présidente de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale	New York/Munich/Katowice/Francfort/New York	10 687
Total		38 033

Annexe VII

Dérogations accordées au bénéfice du Programme des Nations Unies pour le développement (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour voyages particulièrement fatigants		
1. Sous-Secrétaire général, Programme des Nations Unies pour le développement	Dacca/Bangkok	356
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
2. Ancien Président, Costa Rica	Alajuela/Madrid/Paris/Alajuela	7 684
3. Ancien Président, Kirghizistan	Bichkek/Beyrouth/Bichkek	203
4. Ancien Président, Costa Rica	San José/Bogota/San José	646
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
5. Ancien Ministre du tourisme et des antiquités, Jordanie	Le Caire/Amman/Le Caire	147
6. Ancien Ministre des affaires étrangères, Chili	Santiago/Panama/Santiago	393
7. Ambassadeur, Département fédéral, Suisse	Zurich/New York/Zurich	7 201
8. Ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Danemark	Los Angeles/San Francisco/Los Angeles	192
9. Épouse de l'ambassadeur de bonne volonté du PNUD, Danemark	San Francisco/Los Angeles	158
10. Ministre du plan et de la coopération internationale, Yémen	Riyad/Amman/Riyad	760
11. Ambassadeur de bonne volonté du PNUD, Danemark	Springhill/New York	1 629
12. Ministre d'État chargé des politiques sociales, Singapour	Genève/Paris/Singapour	2 308
13. Professeur d'économie, Université du Cap	Le Cap/Paris/Le Cap	1 930
14. Président de l'African Centre for Shared Development Capacity Building, Nigéria	Manille/Paris/Manille	3 430
15. Directeur de recherche, Chine	Helsinki/New York/Helsinki	1 041
16. Professeur de sciences politiques, City University of New York	New York/Paris/New York	6 605
17. Chercheur principal, économie mondiale et développement, États-Unis d'Amérique	Washington/Bruxelles/Washington	5 534
18. Ministre de la justice et Garde des sceaux, Guinée	Conakry/New York/Conakry	3 099
19. Ministre des eaux et forêts, Côte d'Ivoire	Abidjan/San José/Abidjan	10 916
20. Président de l'Agence pour les affaires civiles, Kazakhstan	Nour-Soultan/Stockholm/Copenhague/Nour-Soultan	1 540
21. Ambassadeur de bonne volonté du PNUD, Danemark	Los Angeles/New York/Los Angeles	2 168
22. Ambassadeur de bonne volonté du PNUD, Danemark	New York/Springhill	4 000
23. Ministre des femmes, de l'enfance et de la jeunesse, Éthiopie	Addis-Abeba/Kigali/Addis-Abeba	164
24. Directeur général du Fonds souverain d'investissements stratégiques, Sénégal	Doubaï/Antananarivo/Doubaï	1 379
25. Vice-Ministre de l'économie nationale, Kazakhstan	Nour-Soultan/Almaty/Nour-Soultan	675

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
26. Ministre rattaché à la présidence, Sénégal	Dakar/Abidjan/Dakar	912
27. Secrétaire général du Ministère de la santé, Maroc	Casablanca/Barcelone/Casablanca	1 094
28. Secrétaire général du Département des affaires générales et de la gouvernance, Maroc	Casablanca/Barcelone/Casablanca	1 094
29. Vice-Président, Costa Rica	San José/Santiago/San José	1 782
30. Vice-Ministre de la décentralisation et de la cohésion sociale, Burkina Faso	Ouagadougou/Accra/Ouagadougou	415
31. Ministre des collectivités locales, Égypte	Le Caire/Amman/Le Caire	152
32. Vice-Ministre de la planification, Égypte	Le Caire/Amman/Riyad	505
33. Administrateur du Bureau exécutif de l'absorption de l'aide, Égypte	Le Caire/Amman/Le Caire	152
34. Vice-Ministre du commerce et de l'industrie, Yémen	Aden/Amman/Aden	194
35. Ministre du plan et de la coopération internationale, Yémen	Amman/Casablanca/Doubaï	166
36. Ministre, Jordanie	Amman/Casablanca/Amman	1 155
37. Ambassadeur de bonne volonté du PNUD pour l'action climatique, États arabes	Beyrouth/Rome/Beyrouth	1210
Dérogations accordées pour raisons médicales		
38. Consultant, PNUD	New York/Tbilissi/New York	1 427
39. Acteur, République arabe syrienne	Le Caire/Tokyo/Le Caire	4 378
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
40. Conseiller technique régional	Suva/Vaiaku	52
41. Responsable de la lutte contre les changements climatiques, Tuvalu	Funafuti/New York/Funafuti	120
Total		78 966

Annexe VIII

Dérogations accordées au bénéfice du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Première classe		
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
1. Actrice et ambassadrice de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Atlanta/New York/Atlanta	600
2. Frère de l'ambassadrice de bonne volonté de l'UNICEF	Atlanta/New York/Atlanta	810
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
3. Consultant, UNICEF	New York/Francfort/Turin/Munich/Bonn/Zurich/New York	2 918
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
4. Ancien Rapporteur spécial, Président exécutif d'Assainissement et eau pour tous	Lisbonne/New York/Washington/New York/Lisbonne	443
5. Professeur d'épidémiologie, Université fédérale de Pelotas, Brésil	Pelotas/New York/Pelotas	3 077
6. Responsable des vaccinations, Ministère de la santé et de la protection sociale, République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salaam/ Nairobi/New York/Nairobi/Dar es-Salaam	1 581
7. Ancien Directeur de la surveillance et de la quarantaine, Ministère de la santé, Indonésie	Jakarta/Hong Kong/New York/Hong Kong/Jakarta	3 431
8. Directeur exécutif de l'Institut international pour les soins de santé primaires, Éthiopie	Addis-Abeba/New York/Addis-Abeba	2 971
9. Membre d'un groupe d'étude indépendant	Londres/New York	5 737
10. Chanteur-compositeur-interprète et ambassadeur de bonne volonté de l'UNICEF	Londres/Beyrouth/Shanghai	4 792
11. Membre du Comité directeur du Fonds pour l'élimination de la violence envers les enfants	Bangkok/Abou Dhabi/New York/Los Angeles/Bangkok	3 117
Total		29 476

Annexe IX

Dérogations accordées au bénéfice du Fonds des Nations Unies pour la population (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
1. Consultant spécialisé dans les données	Adélaïde/Paro/Adélaïde	87
2. Conseiller technique en matière de santé	Panama/Tegucigalpa/Panama	235
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
3. Président, Seychelles	Victoria/Nairobi/Victoria	3 119
4. Premier Ministre, Eswatini	Manzini/Nairobi/Manzini	1 547
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
5. Membre du Comité consultatif de supervision du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)	Londres/New York/Londres	4 467
6. Correspondant à l'étranger en chef, Columbia Broadcasting System (CBS)	Los Angeles/New York/Los Angeles	1 312
7. Ministre de la condition féminine, Tchad	N'Djamena/Accra/N'Djamena	1 462
8. Ministre de la santé, Guinée	Conakry/Accra/Conakry	1 533
9. Ministre de l'action sociale, Guinée	Conakry/Ouagadougou/Conakry	1 147
10. Ministre de la promotion de la femme, Mali	Bamako/Ouagadougou/Bamako	180
11. Ministre de la condition féminine, Tchad	N'Djamena/Accra/N'Djamena	1 280
12. Ministre de la solidarité sociale, Égypte	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	235
13. Sous-Secrétaire général, Chef du Secteur des affaires sociales, Ligue des États arabes	Le Caire/Beyrouth/Le Caire	218
14. Membre du Comité consultatif de supervision du FNUAP	Londres/New York/Londres	5 354
15. Ancien Ministre d'État, République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salaam/Johannesburg/Dar es-Salaam	825
16. Ancien Ministre du logement et du développement urbain, Nigéria	Akure/Kigali/Akure	904
17. Secrétaire d'État, Burkina Faso	Ouagadougou/Dakar/Ouagadougou	297
18. Ministre du plan et de l'aménagement territorial, Mali	Bamako/Kigali/Bamako	3 161
19. Ministre de la santé publique, Mali	Bamako/Kigali/Bamako	3 161
20. Ministre de l'éducation, Mali	Bamako/Dakar/Bamako	593
21. Ministre de la promotion de la femme, Mali	Bamako/Dakar/Bamako	593
22. Secrétaire général aux affaires religieuses, Guinée	Conakry/Dakar/Conakry	720
23. Ministre de la culture, Guinée	Conakry/Dakar/Conakry	720
24. Ministre par intérim, Timor-Leste	Bangkok/Denpasar/Bangkok	408
25. Ministre de la jeunesse et des sports, Tunisie	Tunis/Casablanca/Tunis	120
26. Ministre de la jeunesse, Guinée	Conakry/Abidjan/Conakry	655
27. Sénateur, Kazakhstan	Almaty/Nour-Soultan/Almaty	157
28. Secrétaire général, Conseil des ministres, Iraq	Bagdad/Le Caire/Bagdad	240

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
29. Ministre de la planification du Gouvernement de la Région du Kurdistan, Iraq	Erbil/Le Caire/Erbil	410
30. Ministre de la planification, Iraq	Bagdad/Le Caire/Bagdad	240
31. Ministre de la santé, République arabe syrienne	Beyrouth/Genève/Beyrouth	436
32. Ministre de la condition féminine, Sénégal	Dakar/Niamey/Dakar	633
33. Ancien Directeur exécutif adjoint du FNUAP	Paris/Antalya/Paris	1 050
34. Ministre de la santé et de la population, Égypte	Le Caire/Accra/Le Caire	790
35. Ministre de l'action sociale, Togo	Lomé/Niamey/Lomé	162
36. Ministre de l'action sociale, Guinée	Conakry/Niamey/Conakry	2 015
37. Ministre de la jeunesse et des sports, Iraq	Bagdad/Tunis/Bagdad	1 382
38. Membre du Comité consultatif de supervision du FNUAP	Londres/Dakar/Londres	2 535
39. Ministre des affaires étrangères et des cultes, Haïti	Port-au-Prince/San José/Port-au-Prince	1 500
40. Ancien Ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, Guinée	Conakry/Nairobi/Conakry	2 535
41. Ancien Ministre des affaires sociales, de la promotion féminine et de l'enfance, Guinée	Conakry/Nairobi/Conakry	2 535
42. Ministre de la santé, Guinée	Conakry/Nairobi/Conakry	2 755
43. Ministre de l'enseignement technique, Guinée	Conakry/Nairobi/Conakry	2 755
44. Ministre de la jeunesse, Guinée	Conakry/Nairobi/Conakry	2 755
45. Ministre du plan et du développement, Guinée	Conakry/Nairobi/Conakry	2 755
46. Ministre de l'environnement, Guinée	Conakry/Nairobi/Conakry	2 535
47. Ministre de la planification et du développement économique, Tchad	N'Djamena/Nairobi/N'Djamena	3 119
48. Ancien Ministre de l'action sociale, Tchad	N'Djamena/Nairobi/N'Djamena	3 119
49. Ministre de la promotion de la femme, Mali	Bamako/Nairobi/Bamako	1 547
50. Ministre de la santé, Mali	Bamako/Nairobi/Bamako	1 547
51. Ministre des affaires étrangères, Mali	Bamako/Nairobi/Bamako	1 547
52. Ministre de la planification et du développement, Mali	Bamako/Nairobi/Bamako	1 547
53. Ancien Ministre de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, Mali	Bamako/Nairobi/Bamako	1 870
54. Ministre de la santé, République-Unie de Tanzanie	Dar es-Salaam/Nairobi/Dar es-Salaam	1 014
55. Président d'une commission sénatoriale, Ouzbékistan	Tachkent/Nairobi/Tachkent	1 463
56. Ministre, Malawi	Lilongwe/Nairobi/Lilongwe	801
57. Ministre de la santé, Zambie	Lusaka/Nairobi/Lusaka	801
58. Ministre du développement national et de la planification, Zambie	Lusaka/Nairobi/Lusaka	1 159
59. Ministre de la santé et de la population, Congo	Brazzaville/Nairobi/Brazzaville	1 806
60. Ministre de la jeunesse et des sports, Mozambique	Maputo/Nairobi/Maputo	1 585
61. Ministre des affaires sociales, Bénin	Cotonou/Nairobi/Cotonou	280
62. Ministre de la santé, Rwanda	Kigali/Nairobi/Kigali	1 821
63. Ministre de la santé, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Bangui	1 821
64. Ministre de la planification, de l'économie et de la coopération, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Bangui	1 821

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
65. Ministre de la promotion de la jeunesse, République centrafricaine	Bangui/Nairobi/Bangui	1 821
66. Ministre de l'élevage et de la pêche, Zambie	Lusaka/Nairobi/Lusaka	255
67. Président du Conseil national, Namibie	Windhoek/Nairobi/Windhoek	3 935
68. Ministre de la femme et de la famille, Djibouti	Djibouti/Nairobi/Djibouti	336
69. Ministre de la condition féminine, Zimbabwe	Harare/Nairobi/Harare	2 274
70. Ministre de la planification, Ghana	Accra/Nairobi/Accra	700
71. Secrétaire général adjoint de la Ligue des États arabes	Le Caire/Nairobi/Le Caire	700
72. Secrétaire général de la Ligue des États arabes	Le Caire/Nairobi/Le Caire	700
73. Ministre des finances, Ouganda	Entebbe/Nairobi/Entebbe	1 285
74. Ministre de la santé et de la protection de l'enfance, Zimbabwe	Harare/Nairobi/Harare	1 041
75. Ministre de la population, Madagascar	Tenerife/Nairobi/Tenerife	489
76. Ministre de la santé et de la population, Égypte	Le Caire/Nairobi/Le Caire	546
77. Ministre de la planification économique et du développement, Eswatini	Manzini/Nairobi/Manzini	2 755
78. Ministre de la santé et des affaires sociales, Seychelles	Victoria/Nairobi/Victoria	3 119
79. Ministre de la santé, Comores	Moroni/Nairobi/Moroni	1 292
80. Ministre des affaires sociales et du travail, Yémen	Amman/Nairobi/Riyad	520
Total		114 942

Annexe X**Dérogations accordées au bénéfice du Fonds d'équipement
des Nations Unies (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
1. Ministre des collectivités locales et du développement rural, Ghana	Accra/Paris/Accra	4 451
Total		4 451

Annexe XI

Dérogations accordées au bénéfice du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour voyages particulièrement fatigants		
1. Consultant, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	Genève/Entebbe/Genève	2 860
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
2. Vice-Ministre du travail et des affaires sociales, Afghanistan	Kaboul/Genève/Kaboul	1 310
3. Membre et Coprésident du Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Bruxelles/Genève/Bruxelles	1 000
4. Défenseur de la santé maternelle et néonatale	New York/Genève/New York	5 228
Dérogations accordées pour raisons médicales		
5. Administrateur principal de secteur géographique, HCR	Genève/Islamabad/Genève	4 368
6. Agent responsable de la sécurité, HCR	Genève/Amman	3 164
7. Membre du Groupe consultatif d'experts, Groupe de haut niveau chargé de la question des déplacements internes	Londres/Genève/Londres	900
Total		18 830

Annexe XII

Dérogations accordées au bénéfice du Programme des Nations Unies pour l'environnement (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées pour raisons médicales		
1. Professeur émérite et Directeur de l'Urban Futures Studio, Université d'Utrecht	Amsterdam/Nairobi/Amsterdam	2 512
Dérogations accordées faute de place dans la classe normalement prévue		
2. Administrateur de programme	Bangkok/Vaiaku/Bangkok	6 616
3. Consultant	Honolulu/Vaiaku/Honolulu	3 880
Dérogations accordées à de hautes personnalités		
4. Premier Ministre, Tuvalu	Vaiaku/Singapour/Vaiaku	3 842
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
5. Vice-Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre des affaires environnementales de l'Afrique du Sud	Johannesburg/Tallinn/Johannesburg	4 310
6. Vice-Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre des forêts, de la mer et de l'environnement du Gabon	Libreville/Tallinn/Libreville	5 050
7. Vice-Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre de la santé et de l'environnement d'Antigua-et-Barbuda	Saint John's/Tallinn/Saint John's	5 600
8. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE, Inde	Genève/New York/Genève	4 104
9. Mannequin, actrice et productrice indienne	Munich/New York/Mumbai	5 782
10. Ancien Secrétaire d'État, Allemagne	Berlin/Philadelphie/New York/Berlin	5 480
11. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et Ministre de l'environnement de l'Estonie	Luxembourg/Buenos Aires/Luxembourg	5 946
12. Professeur émérite, Urban Futures, Université d'Utrecht, Pays-Bas	Amsterdam/Yokohama/Amsterdam	2 490
13. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Bruxelles/Tokyo/Bruxelles	2 872
14. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Brasilia/Yokohama/Brasilia	4 551
15. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Tallinn/Charm el-Cheikh/Tallinn	1 833
16. Fondateur et Président du Munasinghe Institute for Development, Sri Lanka	Colombo/Paris/Colombo	1 650
17. Ancien Secrétaire d'État, Allemagne	Bonn/Cologne/Washington/Berlin	4 208
18. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Tallinn/Singapour/Tallinn	3 406
19. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Genève/Nairobi/Tallinn	4 582
20. Ancien Secrétaire d'État, Allemagne	Francfort/San José/New York/Berlin	2 491

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
21. Ambassadeur de bonne volonté du PNUE	Genève/Nairobi/Genève	4 311
22. Ancien Secrétaire d'État, Allemagne	Berlin/Nairobi/Berlin	1 637
23. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Brasilia/Nairobi/Brasilia	5 600
24. Président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement	Tallinn/Nairobi/Tallinn	2 533
25. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Bruxelles/Nairobi/Bruxelles	4 100
26. Directeur exécutif désigné	Genève/Nairobi/Genève	3 101
27. Mannequin et actrice, Indonésie	Singapour/Nairobi/Singapour	1 752
28. Ministre de l'environnement, Nigéria	Abuja/Genève/Abuja	1 113
29. Ministre des affaires du delta du Niger, Niger	Abuja/Londres/Abuja	1 566
30. Spécialiste des communications, PNUE	Nairobi/Bangkok/Nairobi	1 420
31. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Brasilia/New Delhi/Brasilia	1 870
32. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Ljubljana/New York/Ljubljana	3 341
33. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Rio de Janeiro/New York/Rio de Janeiro	495
34. Coprésident du Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE	Brasilia/Ljubljana/Brasilia	336
Total		114 380

Annexe XIII

Déroations accordées au bénéfice du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Déroations accordées pour raisons médicales		
1. Professeur, Université technique de Munich	Munich/Nairobi/Munich	599
2. Président et fondateur de la Pineda Foundation	San Francisco/Abou Dhabi/San Francisco	1 200
Déroations accordées à des personnalités éminentes		
3. Ministre, Côte d'Ivoire	Abidjan/Dakar/Abidjan	1 585
4. Ancien Rapporteur spécial sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard	New Delhi/Madrid/Cáceres	3 057
5. Architecte/Directeur d'Elemental	Santiago/Madrid/Cáceres	5 990
6. Ambassadeur de bonne volonté du Programme des Nations Unies pour les établissements humains	Londres/Nairobi/Paris/Londres	2 020
7. Journaliste indépendant, Thomson Reuters	Londres/Nairobi/Londres	1 674
8. Virtuose de la kora, chanteuse renommée, militante, compositrice et éducatrice, Gambie	Londres/Nairobi/Londres	1 674
9. Architecte et professeur, Massachusetts Institute of Technology	Boston/Venise/Boston	3 600
10. Architecte et partenaire, Studio Daniel Libeskind	New York/Abou Dhabi/New York	10 000
11. Professeur, University College London	Londres/Abou Dhabi/Londres	1 273
12. Secrétaire d'État, Ministère de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et des constructions, Cambodge	Phnom Penh/Bangkok/Abou Dhabi/ Bangkok/Phnom Penh	1 123
Total		33 794

Annexe XIV

Dérogations accordées au bénéfice de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
1. Vice-Ministre de l'intérieur, Mozambique	Maputo/Dar es-Salaam/Maputo	819
2. Vice-Ministre de la police, Afrique du Sud	Johannesburg/Dar es-Salaam/ Johannesburg	608
3. Ministre de l'intérieur, Seychelles	Pointe Larue/Colombo/Pointe Larue	1 696
4. Ministre de l'intérieur, Maldives	Malé/Colombo/Malé	285
5. Vice-Ministre des affaires politiques, Afghanistan	Kaboul/Istanbul/Vienne/Istanbul	1 320
6. Vice-Ministre de la police, Afrique du Sud	Johannesburg/Maputo/Johannesburg	190
7. Chef de l'Organisation centrale d'audit, Égypte	Le Caire/Londres/New York/Londres/ Le Caire	1 036
8. Ministre de l'investissement et de la coopération internationale, Égypte	Le Caire/Londres/New York/Londres/ Le Caire	1 036
9. Président du Conseil d'administration, Égypte	Le Caire/Londres/New York/Londres/ Le Caire	1 036
10. Procureur général, Égypte	Le Caire/Londres/New York/Londres/ Le Caire	1 036
11. Vice-Ministre des affaires étrangères, Kirghizistan	Francfort/Tachkent	114
12. Ministre des affaires étrangères, Tadjikistan	Douchanbé/Tachkent/Almaty	302
13. Président de la Commission préparatoire du dialogue national, Libye	Misrata/Tunis/Le Caire/Tunis/Misrata	356
Total		9 834

Annexe XV**Dérogations accordées au bénéfice du Mécanisme international
appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux
(1^{er} juillet 2018-30 juin 2020)**

<i>Voyageur</i>	<i>Itinéraire</i>	<i>Coût supplémentaire (dollars É.-U.)</i>
Classe affaires		
Dérogations accordées à des personnalités éminentes		
1. Juge (à la retraite), Canada	Toronto/Amsterdam/Arusha/ Amsterdam/Toronto	4 700
Total		4 700

Annexe XVI

Récapitulatif des conditions de voyage prévues par l'Organisation selon la catégorie de voyageur et de voyage

<i>Catégorie de voyageur</i>	<i>Sous-catégorie de voyageur</i>	<i>Type de voyage</i>	<i>Classe</i>
Fonctionnaire	Vice-Secrétaire général, Secrétaire général adjoint, Sous-Secrétaire général (et membres de la famille concernés)	Tous	Classe affaires
	Fonctionnaire d'un rang inférieur à celui de sous- secrétaire général (et membres de la famille concernés)	Tous les déplacements officiels (sauf les voyages effectués au titre de la formation ou à des fins médicales, et au titre des évacuations pour raisons de sécurité)	Classe économique pour les vols directs de moins de 9 heures et ceux de moins de 11 heures avec escale ; classe affaires pour les vols plus longs
		Voyages Ressources humaines (nomination, affectation ou cessation de service)	
		Déplacement professionnel effectué au titre d'une formation, à des fins médicales ou en cas d'évacuation pour raisons de sécurité	Classe économique
		Voyage autorisé au titre des avantages du personnel (ex. : congé dans les foyers, visite familiale)	
Secrétaire général (et membres de la famille concernés)		Tous	Première classe
Président de l'Assemblée générale		Tous	Première classe
Non-fonctionnaire autorisé à voyager pour le compte de l'Organisation	Tous ^a	Tous	Classe économique

^a Les conditions de voyage en avion des membres des organes et organes subsidiaires, comités, conseils et commissions de l'Organisation sont fondées sur les dispositions de la circulaire [ST/SGB/107/Rev.6](#) du Secrétaire général.